

Sommaire

Synthèse/Summary	1
Faits marquants	3
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	
Conjoncture mondiale	5
Économie de la Nouvelle-Calédonie	7
POPULATION-SOCIÉTÉ	
Voyages des Calédoniens	9
Marché de l'automobile	11
EMPLOI	
Emploi - Marché du travail	13
ÉCONOMIE-FINANCES	
Prix à la consommation	15
Échanges extérieurs	17
Activité bancaire	19
SYSTÈME PRODUCTIF	
Entreprises	21
Agriculture	23
Pêche-Aquaculture	25
Mines-Métallurgie	27
Énergie	29
Construction	31
Transport aérien	33
Tourisme	35
ANNEXE	
Chiffres clés	39

Trou d'air après
des années d'euphorie

Post-euphoria
downturn

Une année de transition
A year of transition

Après plusieurs années de très forte croissance, l'économie calédonienne a marqué le pas en 2012. Dans un contexte international particulièrement morose, ce ralentissement était pour partie prévisible. La croissance en 2012 a en effet subi le contrecoup des grands projets arrivés à leur terme et des Jeux du Pacifique qui avaient dynamisé le tourisme l'année précédente. L'économie calédonienne n'a pas bénéficié de relais de croissance suffisamment puissants pour enrayer ce ralentissement. En particulier, la demande intérieure, qu'elle émane des entreprises ou des ménages, a fléchi alors que se faisaient jour certaines incertitudes liées au contexte institutionnel.

Le nickel soumis aux aléas
internationaux et locaux
International and local
impact on nickel

Jusqu'alors relativement préservée de la crise mondiale, l'économie calédonienne en a subi certains effets en 2012. Tous les partenaires commerciaux de la Nouvelle-Calédonie, ont vu leur économie ralentir. En particulier, la croissance économique de la France, prise dans la tourmente de la zone euro, est à l'arrêt. Dans un contexte de restrictions budgétaires, la France a largement réduit ses dispositifs de défiscalisation, impactant l'investissement en Nouvelle-Calédonie.

Cet environnement international dégradé a également pesé sur l'industrie du nickel. L'offre excédentaire a entraîné une baisse des cours mondiaux, défavorable aux exportations calédoniennes. En outre, la production métallurgique locale a été freinée par les avaries qu'a connu l'usine du Sud retardant sa montée en puissance. En conséquence, le déficit commercial s'est encore creusé, et ce malgré le recul des importations.

La fréquentation touristique s'est maintenue au niveau record atteint l'année précédente. Cette bonne performance a toutefois moins profité à l'activité hôtelière.

Ralentissement
marqué de l'emploi
Noticeable effect
on employment

Après plusieurs années d'euphorie, la demande intérieure s'est assagie en 2012, pénalisant l'activité des entreprises et l'emploi. Ainsi, l'investissement productif a connu un trou d'air consécutif à la fin des grands chantiers. L'impact a été particulièrement brutal pour le secteur de la construction dont l'activité et l'emploi ont reculé. Le ralentissement économique s'est traduit par une dégradation du marché du travail et a pesé sur la consommation des ménages. Les revenus et la consommation ont certes bénéficié d'une revalorisation des minima sociaux mais la lutte contre la vie chère reste une vive préoccupation.

Des signes
d'amélioration
Signs of
improvement

L'année 2013 pourrait être plus favorable pour la Nouvelle-Calédonie. Certes, l'environnement international reste peu porteur, pénalisant notamment le cours du nickel. Mais la production métallurgique locale franchira un palier avec la montée en régime de Vale NC et l'entrée en production de KNS. En outre, la demande intérieure reste portée par de solides fondamentaux économiques. Les conditions de financement des investissements demeurent très favorables, l'inflation est contenue et la dynamique d'emploi semble se stabiliser après avoir atteint un point bas fin 2012. Toutefois, il est peu probable que les inquiétudes liées au contexte institutionnel s'estompent d'ici 2014, la morosité et l'attentisme pouvant largement handicaper la croissance.

After several years of strong growth, the New Caledonian economy slowed in 2012. In a particularly sluggish international context, the slowdown was to a certain extent to be expected. Growth in 2012 was affected by the adverse effect of major projects coming to their end, and the South Pacific games, which had boosted tourism the previous year. The New Caledonian economy did not benefit from any subsequent major stimulus to counteract the downturn. More specifically, domestic demand from both households and businesses weakened at a time when a degree of uncertainty has appeared in relation to the country's political future.

Until now relatively unaffected by the global crisis, the New Caledonian economy suffered some impact in 2012. All of New Caledonia's trading partners experienced economic downturn. France's economic growth, in particular, stuck in the torment of the Euro zone, has stalled. As part of its budget restrictions, France significantly decreased its tax exemption / investment incentive «defiscalisation» measures, impacting on investments in New Caledonia.

The degraded international environment also weighed on the nickel industry. Surplus supply led to decreased prices, disadvantaging New Caledonian exports. Furthermore, local metallurgic production was curbed by issues that delayed the ramping up of production at the southern factory. Consequently the trade deficit deepened, despite decreased imports.

Tourist numbers held at their record levels from the previous year, however this good performance was less beneficial for the hotel industry.

After a number of euphoric years, domestic demand calmed down in 2012, to the detriment of business activity and employment. Accordingly, productive investment experienced a downturn as major projects came to an end. The impact was particularly brutal on the building industry, with decreased activity and employment. The economic slowdown led to a degraded labour market, impacting on household consumption. Household incomes were certainly helped by increased minimum social welfare levels, however the battle against the high cost of living remains a major preoccupation.

2013 may be better for New Caledonia. The international outlook remains somewhat bleak, affecting nickel prices in particular. However local metallurgic production will rise to another level with Vale NC ramping up production and KNS coming on line. Furthermore, domestic demand is based on solid economic foundations. Funding conditions for investment remain highly favourable, inflation is under control, and employment dynamics appear to have stabilised, having reached a low point at the end of 2012. It is however unlikely that concerns over New Caledonia's political future will dissipate between now and 2014, sluggishness and a wait-and-see attitude likely to heavily impact on growth.

FAITS MARQUANTS 2012

Janvier

- 1^{er} **SMG** : revalorisation du SMG à 150 000 F.CFP et du SMAG à 127 500 F.CFP.
Prix : hausse des tarifs de la collecte des ordures ménagères et de l'assainissement de l'eau à Nouméa.
- 3 **Transport routier** : signature d'un accord-cadre entre la direction de Carsud et trois syndicats pour instaurer un dialogue social permanent et une prévention des conflits.
- 9 **Transport aérien** : le congrès approuve l'accord aérien négocié entre la Nouvelle-Calédonie et l'Australie. Il permet à Aircalin d'augmenter le nombre de sièges disponibles dès novembre 2012, de partager ses codes avec d'autres compagnies que Qantas.
- 10 **Transport aérien** : mise en place des nouveaux tarifs d'Aircal, modulables pour gérer le remplissage des appareils au meilleur prix («yield management»).
- 17 **Nickel** : Ricardo Rodrigues de Carvalho remplace Peter Poppinga au poste de président de Vale Nouvelle-Calédonie.
- 26 **Transfert de compétences** : publication des lois du pays n°2012-1 et n°2012-2 du 20 janvier 2012 relatives au transfert des compétences en matière de sécurité civile, de droit civil, de règles concernant l'état civil et de droit commercial.

Février

- 6 **Transport aérien** : après l'adoption par le congrès de la délibération n° 184 du 9 janvier 2012 portant création d'une aide à la continuité pays, deux dispositifs entrent en vigueur : le billet «continuité pays», qui permet aux résidents des îles Loyauté, de l'île des Pins et de Bélep de bénéficier de tarifs préférentiels à concurrence de huit allers-retours dans l'année, et le billet «solidarité transport», destiné aux titulaires de l'aide médicale gratuite.
- 14 **Emploi** : le dispositif assurant la protection de l'emploi local est désormais pleinement opérationnel. Le cadre légal comprend la loi du pays n° 2010-9 du 27 juillet 2010, la délibération d'application n° 156 du 10 décembre 2011 relative à la protection, à la promotion et au soutien de l'emploi local, le tableau des activités professionnelles signé le 16 décembre 2011 et étendu par l'arrêté n° 2012/175 du

9 janvier 2012 et enfin l'arrêté n° 2012/325 du 14 février 2012 nommant les membres de la commission paritaire de l'emploi local.

- 14 **Habitat** : adoption d'un code de l'habitat à la province des îles Loyauté.

Mars

- 1^{er} **Tourisme** : ouverture de l'hôtel Le Centre à Ducos, 2 étoiles, de 59 chambres, destiné à la clientèle d'affaires.
- 5 **Développement** : suite à la délibération du congrès n°194 du 5 mars 2012, des zones de développement prioritaires (ZODEP) peuvent être instituées pour favoriser le développement social, économique et écologique, plus particulièrement sur les terres coutumières.
- 12 **Construction/santé** : début des travaux de la base-vie du chantier du médipôle de Koutio.
- 13 **Cerfs** : afin de réguler la population de cerfs sauvages, les mâchoires de femelles de plus de 12 mois chassées sont achetées 3 000 F.CFP et le prix des cerfs sauvages capturés est porté à 3 000 F.CFP par tête. A titre de test, les mâchoires des cochons adultes chassés seront payées 1 500 F.CFP par tête.
- 16 **Emploi** : tenue à Nouméa du 1^{er} forum pour
- et 17 l'emploi.

Avril

- 4 **Nickel** : Vale NC exporte pour la 1^{ère} fois son produit fini, le NiO, vers la Chine.
- 15 **Tourisme** : Maré accueille son 1^{er} paquebot avec à son bord 1 700 croisiéristes.
- 17 **Transfert de compétences** : le service chargé des phares et balises, passe de l'État à la Nouvelle-Calédonie.
- 23 **Climat** : tenue à Nouméa de la 10^{ème} édition de la Conférence internationale sur la météorologie et l'océanographie de l'hémisphère sud.
- et 27

Mai

- 1^{er} **Transport aérien** : Michel Ducamp est nommé directeur général d'Air Calédonie, en remplacement de William Ihage.
- 2 **Santé** : publication de la loi du pays n°2012-5 relative à la prise en charge des médicaments. Les médicaments inscrits sur une liste fixée par le gouvernement seront remboursés sur

la base du prix du médicament générique le moins cher disponible sur le territoire.

- 8 **Nickel** : suite à une nouvelle fuite d'acide sur le site de l'usine de Vale NC, la production est arrêtée pour une durée indéterminée.
- 14 **Social** : début de l'enquête portant sur les conditions et le mode de vie des plus de 65 ans en province Sud.
- 15 **Politique** : suite à l'élection présidentielle des 22 avril et 6 mai, François Hollande remplace Nicolas Sarkozy à la présidence de la République française. Jean-Marc Ayrault est nommé 1^{er} ministre et Victorin Lurel ministre des Outre-mers.
- 16 **Nickel** : le groupe Areva cède sa participation au capital d'Eramet à FSI-Equation, filiale du Fonds Stratégique d'Investissement. Le FSI détient désormais 25,68% du capital auparavant entre les mains d'Areva, et les sociétés Sorame-Ceir, qui représentent la famille Duval, conservent leurs 37%. Le pacte d'actionnaires est conclu jusqu'au 31 décembre 2016.
- 23 **Transport maritime** : 1^{ère} rotation du ferry «Vale Grand Sud» entre Nouméa et l'usine de Vale NC.

Juin

- 5 **Prix** : le gouvernement adopte un arrêté fixant les prix de certains produits de première nécessité et de grande consommation et de certaines prestations de services.
- 17 **Politique** : suite aux élections législatives des 10 et 17 juin, Philippe Gomès et Sonia Lagarde sont élus députés de la Nouvelle-Calédonie et remplacent Pierre Frogier et Gaël Yanno.
- 25 **Politique** : séjour en Nouvelle-Calédonie de quatre sénateurs, en mission pour la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées du Sénat, pour étudier la place de la France dans le Pacifique.

Juillet

- 1^{er} **Culture** : 11^{ème} Festival des Arts du Pacifique
- au 14 aux Îles Salomon, auquel participe la Nouvelle-Calédonie.
- 25 **Coopération** : séjour du ministre néo-
- au 27 zélandais des Affaires Étrangères.

Août

- 1^{er} **Nickel** : signature entre l'AFD et la SMSP de la garantie d'un prêt permettant à la SMSP d'augmenter sa participation au financement de la construction de l'usine du Nord aux côtés d'Xstrata.
- 6 **Environnement** : le président du gouvernement est habilité à signer l'accord-cadre sur la valorisation des ressources et de l'environnement marins de la Nouvelle-Calédonie, entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie, les trois provinces et l'IFREMER.
- 14 **Transport aérien** : Air Austral ne dessert plus la Nouvelle-Calédonie.
- 21 **Transfert de compétences** : l'Agence de Développement de la Culture Kanak passe de l'Etat à la Nouvelle-Calédonie.
- 22 **Développement économique** : signature d'une convention entre la Nouvelle-Calédonie et la BCI créant un fonds de garantie pour les investissements sur terres coutumières. Cet outil permettra le lancement de projets de développement économique sur foncier coutumier, dans les trois provinces.
- Vie chère** : remise du rapport sur la vie chère et l'économie calédonienne commandé par le congrès à M. Etienne Wasmer dans le prolongement des travaux de la commission spéciale «vie chère» auprès du Congrès.
- 27 **Vie chère** : création d'une commission spéciale auprès du Congrès avec les organismes représentant les employeurs pour analyser les accords économiques et sociaux signés en juin.
- 28 **Nickel** : livraison de 20 000 tonnes d'acide sulfurique pour alimenter le site industriel de Vale NC.
- 29 **Politique** : élection de Gérard Poadja à la présidence du Congrès. Il remplace Roch Wamytan.

Septembre

- 1^{er} **Transport maritime** : l'approvisionnement en marchandises des îles Loyauté reprend, suite au déblocage de la Compagnie Maritime des Îles. Les grévistes maintiennent toutefois leur mouvement, commencé fin août.
- 17 **Média** : lancement d'une nouvelle offre de télévision en ligne baptisée Gotv par trois fournisseurs d'accès internet.
- 20 **Politique** : élection de Cynthia Ligeard à la présidence de la province Sud, elle remplace Pierre Frogier démissionnaire le 22 août.
- 27 **Social** : la province Sud relance l'opération de restructuration de l'habitat spontané après l'invalidation du précédent dispositif par le Conseil d'Etat le 27 juillet 2012 et par le tribunal administratif le 13 septembre 2012.

- 28 **Finances** : Victorin Lurel présente le projet de loi de finances 2013 pour l'Outre-mer. Les crédits augmentent de 5% et la défiscalisation des investissements est maintenue.

Octobre

- Population : des recensements complémentaires sont effectués à Dumbéa et à Païta.
- 1^{er} **Nickel** : arrivée du nouveau minéralier de la SLN «Jules Garnier II» en provenance du Japon, qui effectuera des rotations entre les centres miniers de la SLN et l'usine de Nouméa.
- 15 **Sport** : le gouvernement et la Confédération océanienne de football signent une convention de partenariat pour l'organisation de la 2^e Conférence de la jeunesse et des sports du Pacifique, qui se déroulera du 2 au 7 décembre 2013 en Nouvelle-Calédonie. La conférence a pour but de promouvoir le sport comme outil de lutte contre les problèmes de société rencontrés par la jeunesse du Pacifique.
- Média** : la première version de la chaîne de télévision de proximité installée à Koné, portée par la province Nord, est accessible sur Internet.
- 26 **Téléphonie** : arrivée de la 3G et extension de la couverture mobile à Ouvéa, après Lifou le 1^{er} août et Maré le 25 avril.

Novembre

- 6 **Nickel** : signature d'une déclaration d'intention entre la province Sud, d'une part, et les industriels, la SLN et Vale NC, d'autre part, pour la mise en place d'une collaboration au sujet de l'exploitation des gisements de Prony et Pernod.
- 15 **Logement** : l'Assemblée Nationale adopte un dispositif de défiscalisation sur le logement intermédiaire intitulé Dufлот Outre-mer. Il vient en remplacement de la loi Scellier Outre-mer.
- Banque** : adoption par l'Assemblée Nationale du projet de loi sur la régulation économique Outre-mer. Il prévoit un ensemble de mesures contre la vie chère dans les territoires d'Outre-mer. La Nouvelle-Calédonie est concernée pour les tarifs bancaires : les établissements bancaires ne peuvent pas pratiquer, pour les tarifs bancaires de base, des tarifs supérieurs à la moyenne de ceux pratiqués dans l'hexagone par leur groupe.
- 20 **Retraite** : publication de la loi du pays n°2012-8 du 12 novembre 2012 modifiant le complément retraite de solidarité. Ce dispositif s'étend désormais aux personnes parties avant 60 ans à la retraite, à condition d'avoir fait une carrière complète.

- 23 **Politique** : visite officielle de Victorin Lurel, ministre des Outre-mer.

- 24 **Développement économique** : signature de l'édition 2011-2015 des contrats de développement Etat-Nouvelle-Calédonie, portant sur un volume d'opérations de 18 milliards de F.CFP, dont 5,5 proviennent de l'Etat. Ces opérations concernent le bouclage électrique, le médipôle, le pôle sanitaire de Koné, la rénovation du musée de la Nouvelle-Calédonie et la poursuite de la politique de développement des énergies renouvelables.
- 29 **Vie chère** : signature par le gouvernement des accords économiques et sociaux élaborés par la commission spéciale «vie chère» du Congrès le 12 juin. Ces accords prévoient notamment la création d'une autorité de la concurrence et d'un observatoire des prix, la réforme de la fiscalité directe et indirecte, la définition d'un nouveau mode de calcul du SMG...

Décembre

- 6 **Politique** : tenue à Matignon du X^e comité des signataires de l'accord de Nouméa. Ce comité fait le point sur le bilan de l'accord, le schéma industriel et l'avenir institutionnel pour l'après-2014.
- 13 **Fiscalité** : la loi du pays n°2012-4 instituant une taxe générale sur les activités (TGA), impôt indirect sur la consommation de biens et de services, est modifiée par la loi du pays n° 2012-9. L'entrée en application de la TGA, initialement prévue le 1^{er} janvier 2013, est repoussée à la date d'application de la délibération adoptant le taux fixé à l'article R.504 bis du code des impôts.
- Transport de voyageurs** : une délibération du gouvernement fixe les taux de la taxe sur les produits pétroliers et détermine la part des recettes affectées aux syndicats mixtes de transport.
- 26 **Electricité** : le gouvernement fixe les règles de calcul des tarifs de vente de l'électricité, des niveaux de rémunération des gestionnaires de réseaux électriques et des tarifs de vente d'électricité applicables à la sortie des réseaux de transport et de distribution.
- 27 **Politique** : le Congrès crée une commission spéciale chargée de rechercher en commun le drapeau du pays. Elle devrait se mettre en place en 2013 et sera composée de deux représentants de chaque groupe politique et d'un représentant par formation politique au congrès.

CONJONCTURE MONDIALE

Morosité économique

En 2012, la croissance mondiale est en berne. La récession européenne pèse sur l'économie mondiale, notamment sur les pays émergents. Seule note positive : les prix des matières premières reculent, entraînant un repli de l'inflation.

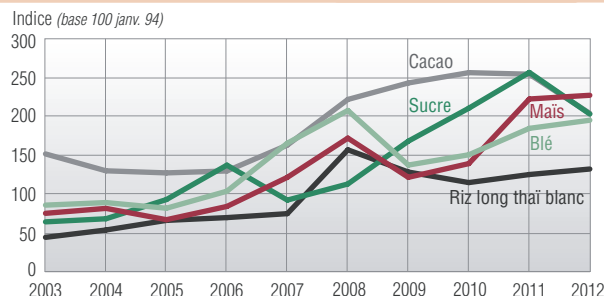
L'économie mondiale, ralentie en 2011, s'est encore dégradée en 2012. Toujours en proie aux mesures de rééquilibrage budgétaire et confrontée à la fragilité persistante de son système bancaire, la crise de la zone euro se prolonge. Dans les pays avancés, la reprise amorcée ne suffit pas à ralentir le chômage. Cette atonie générale affecte la croissance des pays émergents et en développement et aggrave leurs faiblesses internes. Le ralentissement de la demande mondiale entraîne à la baisse les cours des matières premières et l'inflation. Les perspectives pour 2013 sont un peu meilleures avec en particulier une accélération des économies émergentes. La zone euro resterait néanmoins très handicapée par une demande intérieure sans relief.

La zone euro va mal

Après avoir touché la Grèce, l'Irlande et le Portugal en 2011, la récession s'étend à d'autres pays européens comme l'Espagne et l'Italie en 2012. Plus généralement, la **croissance économique** de la zone est trop faible pour faire reculer le chômage, lequel affecte à son tour la consommation des ménages. La demande intérieure baisse nettement, en particulier l'investissement privé. Elle souffre également de l'austérité budgétaire à laquelle s'astreignent certains États pour consolider leurs finances publiques, dans un contexte de tensions autour du financement de leur dette souveraine. En outre, l'industrie européenne peine à exporter, subissant le ralentissement de la demande mondiale, et ce malgré la dépréciation de l'euro par rapport au dollar. Mais cette baisse ne suffit pas à rétablir la compétitivité des pays de la zone euro dont la production industrielle fléchit.

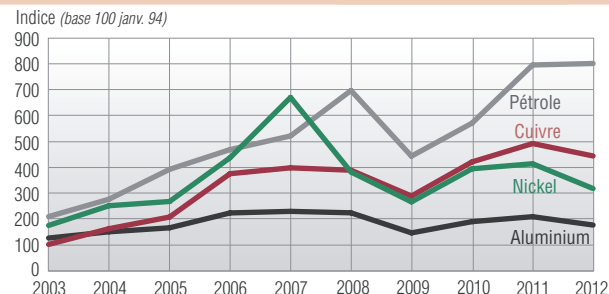
Ralentissement économique des partenaires de la Nouvelle-Calédonie

Évolution des cours de certaines matières premières agricoles (moyenne annuelle)



Source : INSEE

Évolution des cours des matières premières (moyenne annuelle)



Source : INSEE

Même si l'activité économique reste faible dans la zone euro, la confiance des **marchés financiers** s'améliore légèrement depuis l'adoption en octobre du mécanisme européen de stabilité, destiné à aider les États membres confrontés à des difficultés financières.

Après la catastrophe de 2011, l'**économie japonaise** avait été stimulée par des plans de soutien à l'activité. En 2012, elle souffre de l'essoufflement de sa demande, intérieure comme internationale. La faible croissance économique a incité le gouvernement à adopter, fin 2012, un nouveau plan de relance pour soutenir l'activité et l'emploi.

Même si la production industrielle de la **Chine** continue d'augmenter, son économie ralentit, touchée notamment par le repli de ses exportations vers les pays avancés. Le tassement de l'économie chinoise s'étend à l'**économie australienne**, sa première partenaire commerciale. Le PIB australien reste toutefois soutenu par l'industrie minière et manufacturière. Dans la tourmente des tensions de la zone euro, la croissance économique de la **France** est faible : la demande intérieure est atone, touchée par la dégradation du marché du travail, la perte de pouvoir d'achat et la faiblesse de l'investissement des entreprises. Seule, la **croissance économique néo-zélandaise** se renforce, grâce

Les prix des matières premières n'attisent plus l'inflation

Les perspectives 2013 sont plus encourageantes

aux bonnes performances du secteur agricole, de la construction et de l'industrie manufacturière.

Alors que l'an dernier les cours du pétrole avaient traduit les tensions entre une demande en forte hausse et une offre limitée, le **marché pétrolier** redevient excédentaire en 2012. En effet, l'offre, dynamique, notamment en provenance d'Amérique du Nord et de l'OPEP depuis la reprise de la production libyenne, couvre une demande qui s'est stabilisée, sous l'effet de la faible croissance des pays développés et de la croissance modérée des économies émer-

gentes. En conséquence, les cours mondiaux du pétrole sont globalement stables sur un an. La morosité économique influe également sur les prix des matières premières industrielles, qui entraînent dans leur sillage l'inflation dans la plupart des économies. Au final, l'**inflation** au sein de l'OCDE stagne sur un an malgré le pic, en milieu d'année, des cours des matières premières agricoles, toujours tributaires des conditions météorologiques.

L'activité économique pourrait connaître une éclaircie en **2013** essentiellement sous l'ef-

fet d'une reprise de la demande mondiale. Les différences seraient néanmoins marquées entre les économies émergentes et les pays avancés. Les économies émergentes accéléreraient du fait notamment de l'assouplissement passé leurs politiques monétaires et budgétaires et des programmes de financement des infrastructures publiques. Elles entraîneraient une reprise des échanges mondiaux. En revanche, l'Europe resterait sans élan. À l'exception de la locomotive allemande, la demande intérieure demeurerait atone, n'empêchant pas une progression continue du chômage.

Évolution de quelques indicateurs économiques (données provisoires et exprimées en moyenne annuelle)

	Évolution annuelle en volume				Évolution annuelle				Taux de chômage (définitions courantes)	
	consommation des ménages		investissement total		Produit Intérieur Brut		prix à la consommation		2011	2012
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012		
France	0,3	0,0	3,5	0,3	1,7	0,2	2,3	2,2	9,2	9,9
Zone euro	0,1	-1,0	1,6	-3,6	1,5	-0,4	2,7	2,4	10,0	11,1
Allemagne	1,7	0,9	6,4	-1,3	3,1	0,9	2,5	2,1	5,8	5,3
Italie	0,1	-3,2	-1,3	-8,2	0,6	-2,2	2,9	3,2	8,4	10,6
Royaume-Uni	-0,9	1,1	-2,4	1,8	0,9	-0,1	4,5	2,6	8,1	8,0
États-Unis	2,5	1,9	3,4	5,7	1,8	2,2	3,1	2,1	8,9	8,1
Japon	0,1	2,1	0,8	2,9	-0,7	1,6	-0,3	0,0	4,6	4,4
Australie	3,3	3,9	7,2	8,6	2,3	3,7	3,4	1,8	5,1	5,2
Nouvelle-Zélande	1,4	1,5	1,6	4,9	0,5	1,6	4,0	1,1	6,5	6,9
Total OCDE	1,7	1,1	3,1	1,8	1,8	1,4	2,9	0,0	8,0	8,0

Source : OCDE, Perspectives économiques n°90

Unité : %

ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Ralentissement conjoncturel

L'économie calédonienne traverse des turbulences en 2012. La croissance est affectée par la crise mondiale et un contexte local moins favorable.



La résilience de l'économie calédonienne à la crise internationale est mise à l'épreuve en 2012. Après plusieurs années de forte croissance, elle subit les turbulences d'un environnement mondial dégradé et d'une demande interne affaiblie alors que s'achèvent les grands chantiers. La croissance devrait ainsi nettement marquer le pas. Néanmoins, certains signaux indiquent une stabilisation de la situation économique, marquée toutefois par des incertitudes institutionnelles.

Les cours mondiaux affectent l'industrie du nickel

L'économie du **nickel** n'est pas épargnée par le ralentissement économique mondial. Ainsi, l'excédent d'offre de nickel entraîne une baisse des cours, atténuée toutefois par la dépréciation du franc par rapport au dollar. La valeur des exportations s'en trouve directement pénalisée. A ces tensions externes s'ajoutent en 2012 des incidents techniques sur l'usine du Sud entravant sa montée en régime. En dépit de ces aléas, l'activité de la filière nickel ne faiblit pas. En particulier, l'extraction minière affiche une nette progression et continue de créer de l'emploi.

Prudence des opérateurs économiques

En revanche, le nickel n'a plus les mêmes effets d'entraînement sur l'économie que les années précédentes. En effet, la **construction** de l'usine du Nord arrive à son terme et l'année 2012 est plutôt consacrée à la démobilisation des travailleurs. En corollaire, le développement de la zone VKP ralentit. Les grands chantiers publics sont également en retrait après l'achèvement de l'aéroport de la Tontouta et des infrastructures liées aux Jeux du Pacifique. Cette conjonction a des effets dé-

pressifs sur l'ensemble de l'économie et tout particulièrement sur le secteur de la construction. Celui-ci est en outre affecté par la réduction des programmes de défiscalisation. Ainsi, après plusieurs années d'euphorie, l'activité du BTP recule en 2012 et ses effectifs salariés diminuent, situation inédite.

Dans ce contexte moins favorable, la **demande intérieure** résiste mais faiblit. La consommation des ménages profite certes d'une nouvelle revalorisation du SMG (+7% sur un an) et d'une inflation modérée (+1,6%). Mais elle est affectée par le retournement du marché du travail. Ce contexte incite les consommateurs à la prudence. Priorité est donnée aux achats essentiels. Ainsi, les dépenses alimentaires progressent tandis que les achats de véhicules ou les voyages sont en recul. Cette prudence se manifeste également par un moindre recours aux crédits qu'ils soient à la consommation ou à l'habitat.

L'**investissement des entreprises** reste robuste comme en témoigne la vigueur de leurs crédits d'investissement ou la bonne tenue des importations de biens d'équipement. Il est vrai que les conditions de financement demeurent très favorables. Pour autant, les incertitudes liées aux prochaines échéances électorales ont pu inciter certains chefs d'entreprise à différer leurs projets d'investissement. Cette morosité s'exprime par une dégradation continue de l'opinion des chefs d'entreprise quant au climat des affaires mais aussi par un ralentissement marqué de la création d'entreprises.

Ce contexte est peu favorable aux embauches. Ainsi, le **marché du travail** se dégrade notablement en 2012. Les offres d'emploi reculent de 8%, essentiellement en province Nord. Avec la fin du chantier de l'usine du Nord et des infrastructures afférentes, les besoins de main d'œuvre y retrouvent progressivement un rythme plus ordinaire. L'emploi salarié marque le pas. Depuis la mi-2011, le rythme de croissance de l'**emploi** est divisé par trois et, sur l'ensemble de l'année 2012, le secteur privé a créé moins d'un millier de postes. A l'exception notable de l'industrie du nickel, rares sont les secteurs d'activité qui échappent à ce ralentissement général. La construction est la plus sévèrement frappée. Mais les services, principaux pourvoyeurs de nouveaux emplois ces dernières années, ont également réduit leur volume d'embauches. Parmi eux, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration subit une brutale inflexion, contrecoup d'une année 2011 exceptionnellement favorable.

Avec 112 000 **touristes**, la fréquentation s'est pourtant maintenue au niveau record atteint en 2011. Mais cet afflux est pour beaucoup attribuable à une clientèle métropolitaine, voyageurs souvent affinitaires, dont la propension à résider à l'hôtel est plus faible que la clientèle internationale. Les résultats mitigés de l'hôtellerie de tourisme ne doivent toutefois pas occulter la bonne performance d'ensemble de l'activité touristique. Ainsi, la clientèle australienne repart à la hausse après plusieurs années de désaffection et les marchés asiatiques hors Japon prennent de l'ampleur. En outre, l'activité

Coup de frein sur l'emploi

Vers une amélioration progressive

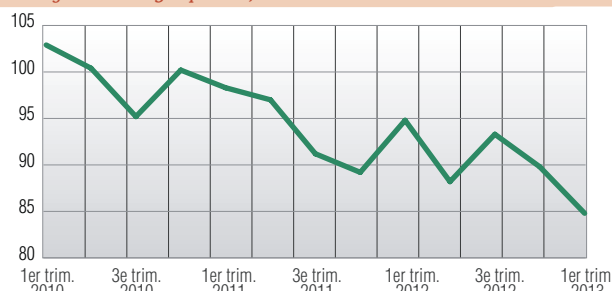
de croisière poursuit son irrésistible ascension, au bénéfice non seulement de Nouméa mais également de Lifou, de l'île-des-Pins et depuis cette année de Maré.

La **pêche** et l'**agriculture** enregistrent également de bonnes performances. Les produits de la mer calédoniens se vendent mieux sur les marchés internationaux et la filière pêche se structure et s'oriente vers des développements endogènes. L'agriculture et l'élevage présentent également un bilan positif. Grâce à une année favorable, la couverture des besoins de la population par la production locale s'améliore.

Tendance en 2012

Demandes d'emploi	↘
Voyages des Calédoniens	↘
Inflation	↘
Immatriculations de véhicules neufs	↘
Offres d'emploi	↘
BTP	↘
Transport aérien	↘
Emploi salarié	↘
Exportations	↘
Production métallurgique	→
Energie	→
Tourisme	→
Transport maritime	→
Aquaculture	↗
Extraction minière	↗
Importations	↗
Agriculture	↗
Pêche	↗

Évolution trimestrielle de l'indicateur de climat des affaires* (100 = moyenne de longue période)



* L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

Source : IEQM

Pour autant, l'essentiel de la consommation et des besoins des entreprises demeure d'origine importée. Les **importations** diminuent certes significativement en 2012 (-15 milliards de F.CFP) mais cette baisse est uniquement attribuable à l'usine du Nord dont la construction s'achève. En dehors des ensembles industriels, tous les postes d'importations progressent. Affectées par le recul des cours, les **exportations** de nickel s'inscrivent également à la baisse (-19 milliards). Au total, le déficit commercial continue de se creuser.

Les indicateurs économiques disponibles en ce début de **2013** n'augurent pas un rebond brutal et généralisé. Les récentes enquêtes de conjoncture font état d'une nouvelle dégradation de la confiance des chefs d'entreprise. Cette morosité souligne les inquiétudes que fait naître le contexte institutionnel et il est peu probable que celles-ci s'estompent d'ici 2014. Cet attentis-

me se traduit début 2013 par un ralentissement des encours de crédits d'investissement. Au niveau sectoriel, les performances médiocres qu'enregistre le secteur touristique en début d'année invitent à la prudence. Pour autant, des perspectives de redressement sont attendues. L'industrie du nickel va connaître un rebond significatif avec la montée en puissance de l'usine du Sud et le démarrage de celle du Nord. Les bénéfices de cette production métallurgique supplémentaires seront toutefois amoindris par des cours mondiaux peu favorables. Le marché du BTP pourrait aussi se redresser avec la construction du Médipôle, l'hôpital du Nord et des projets d'infrastructures routières. La croissance de l'emploi qui déclinait depuis la fin de 2011 semble désormais se stabiliser. Elle devrait permettre d'alimenter la consommation des ménages dont le pouvoir d'achat bénéficiera en outre d'une inflation toujours contenue.

VOYAGES DES CALÉDONIENS

Les Calédoniens voyagent moins

Les Calédoniens voyagent moins qu'en 2011. Ils boudent leurs destinations favorites, la France et l'Australie.

En 2012, 121 100 Calédoniens sont rentrés de voyage, soit 2 460 de moins que l'an dernier. Cette baisse, amorcée en 2011 après dix années de croissance ininterrompue, est limitée cette année, mais continue d'affecter les deux destinations privilégiées des Calédoniens, la France et l'Australie. Les Calédoniens, préoccupés par leur pouvoir d'achat, adaptent en conséquence leurs projets de vacances à l'extérieur du territoire.

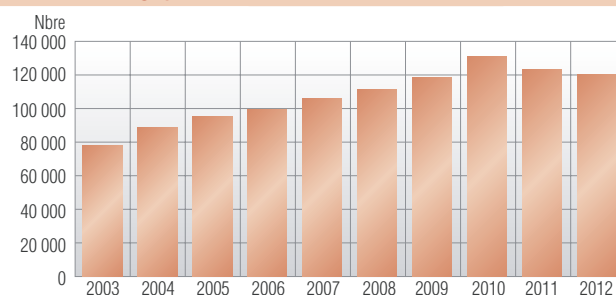
Une baisse quasiment tous les mois de l'année

Les Calédoniens ont globalement moins voyagé en 2012. Le mois d'octobre a été moins favorable qu'en 2011, marqué par les voyages de Calédoniens partis assister à la Coupe du monde de rugby en Nouvelle-Zélande.

On constate également une baisse des retours sur janvier et février (-1 600), période de pleine charge en raison des vacances scolaires. En effet, les **vacances** sont le principal motif de séjour des Calédoniens hors du territoire (deux voyages sur trois), devant la visite à la famille ou aux amis (un sur quatre) et les voyages pour affaires ou obligations professionnelles. Les déplacements des Calédoniens sont donc rythmés par le calendrier scolaire. En revanche, les mois de mai et septembre, traditionnellement propices aux dé-

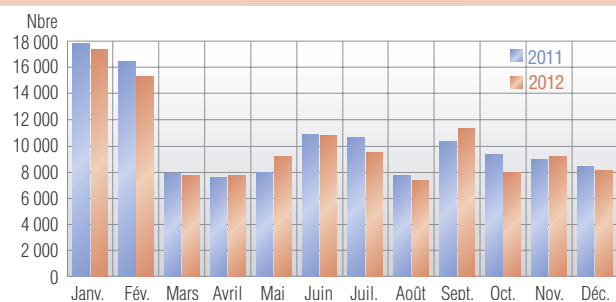
Baisse des visites en France et en Australie, mais les horizons s'élargissent

Évolution des voyages des résidents hors du territoire



Source : ISEE "Enquête passagers"

Évolution mensuelle des retours de résidents



Source : ISEE "Enquête passagers"

placements en raison des vacances scolaires et jours fériés ou chômés, affichent une embellie (+2 200).

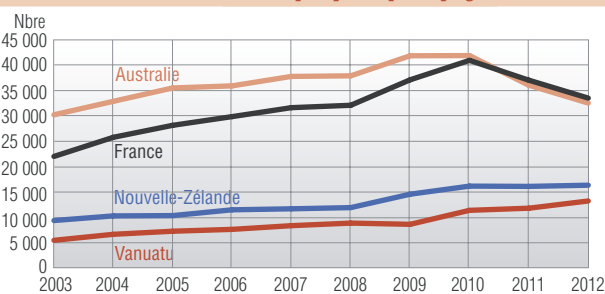
Un résident sur deux interrogé à sa descente d'avion revient de France ou d'Australie. Pourtant, alors que ces deux destinations avaient le

vent en poupe depuis 2002, les Calédoniens s'y rendent moins souvent depuis deux ans.

La **France** perd 3 500 voyageurs sur un an, dont la moitié pour les seuls mois de février et de juillet. Elle reste toutefois en tête des destinations privilégiées des Calédoniens, pour la 2^e année consécutive, avec 33 500 visites en 2012.

Amorcé en 2011, ce recul s'explique en partie par la refonte du dispositif d'aide au passage aérien, en vigueur depuis décembre 2010. Les critères d'attribution sont désormais plus restrictifs, de même que les montants d'aide. Ainsi, alors que jusqu'en 2010, un passager sur trois percevait des aides pour son voyage en France, ils ne sont plus qu'un sur dix en 2012, légèrement plus toutefois qu'en 2011.

Évolution des arrivées de résidents par principaux pays



Source : ISEE "Enquête passagers"

L'**Australie** suit de près la France avec 32 500 retours de résidents Calédoniens. Elle connaît elle aussi une certaine désaffection, légèrement atténuée toutefois cette année par rapport à l'an dernier. Ainsi, la destination australienne perd 3 500 Calédoniens en 2012 contre -5 900 en 2011. Le niveau élevé du dollar australien, qui vaut en moyenne une fois et demie plus cher en 2012 qu'en 2009, auquel s'ajoute une inflation encore élevée en 2012, auront sans doute dissuadé certains résidents de se rendre en Australie cette année.

Derrière la France et l'Australie, la **Nouvelle-Zélande** (stable sur un an avec 16 300 retours) conforte sa 3^e position. Le **Vanuatu** tend à la rattraper avec 13 150 retours en 2012, soit 1 400 de plus que l'an dernier (+12%). En cinq ans, les séjours au Vanuatu progressent de 50%.

Au final, ces quatre pays captent 80% des résidents locaux en voyage. Les autres se rendent principalement à Wallis et Futuna, en Polynésie française, aux États-Unis et dans certains pays asiatiques comme l'Indonésie, la Thaïlande et le Japon.

Après Wallis et Futuna, qui affiche une belle progression sur cinq ans avec 2 000 visites de plus qu'en 2008 (+55%), cinq pays font une percée sur le marché local avec une progression de 25% sur un an : les USA, l'Indonésie, le Canada, la Thaïlande et le Japon. Ces cinq destinations attirent désormais 7% des voyageurs locaux.

Depuis mi-août, Air Austral a cessé de desservir la Nouvelle-Calédonie. La Réunion n'attirait qu'1% des voya-

Évolution des retours des résidents par principal pays visité

	2011	2012	Variation
France	36 994	33 460	-9,6
Australie	35 997	32 476	-9,8
Nouvelle-Zélande	16 023	16 256	1,5
Vanuatu	11 716	13 143	12,2
Wallis et Futuna	5 047	5 756	14,0
Polynésie Française	3 761	3 853	2,4
Indonésie	1 852	2 270	22,6
Etats-Unis	1 397	1 904	36,3
Thaïlande	1 501	1 724	14,9
Fidji	1 193	1 229	3,0
Japon	1 050	1 224	16,6
Réunion / Mayotte	1 175	1 214	3,3
Vietnam	756	812	7,4
Autres	5 102	5 780	13,3
Total	123 564	121 101	-2,0

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

Évolution de l'indice des prix des "Transports aériens"



Source : ISEE

geurs locaux, même si cette destination progressait depuis cinq ans.

Généralement, l'année 2012 aura été moins favorable à la consommation des ménages : le ralentissement économique se répercute sur l'emploi et le pouvoir d'achat des Calédoniens.

Les projets de vacances sont adaptés en conséquence : les résidents quittent moins souvent le territoire ; ils modifient leurs périodes de départ à l'étranger (vacances trimestrielles plutôt que période estivale), ce qui traduit sans doute des séjours plus courts ; et ils semblent privilégier les voyages de proximité ou réputés moins coûteux comme

le Vanuatu ou certains pays d'Asie, à la France et à l'Australie.

L'adaptation des projets de vacances est également visible localement où l'on constate une baisse de la clientèle calédonienne dans les hôtels de Nouméa et de la province Sud, en 2012, alors que le phénomène inverse s'observait depuis dix ans.

L'année 2013 ne s'ouvre pas sous de meilleurs auspices : les retours de voyage continuent de reculer sur un an (-3% en janvier 2013, soit 600 retours de moins qu'en janvier 2012) ; ce recul touche de nouveau particulièrement la France et l'Australie.

Les Calédoniens soucieux de leurs dépenses

MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Les achats de véhicules neufs reculent

12 800 véhicules neufs ont été immatriculés en 2012, soit 800 de moins qu'en 2011. Le repli, amorcé en 2011, s'amplifie cette année et touche particulièrement les utilitaires et les citadines.

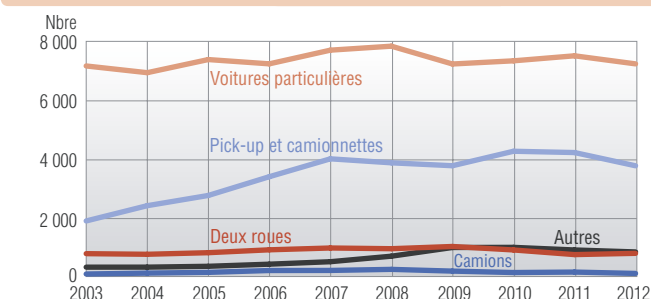
En 2012, les Calédoniens ont acheté 12 780 véhicules neufs, soit 800 de moins que l'an dernier. Alors qu'environ 13 500 véhicules neufs étaient immatriculés chaque année entre 2007 et 2011, le léger repli amorcé en 2011 (-1%) s'est accentué cette année (-6%). Il touche surtout les utilitaires, pick-up et camionnettes, qui représentent un tiers des ventes. Huit véhicules neufs sur dix sont de marque étrangère. Les ventes de citadines reculent également. Les dépenses liées au véhicule pèsent de plus en plus fortement sur le budget des Calédoniens, qui ne changent pourtant pas beaucoup leurs habitudes.

Coup de frein sur les ventes de pick-up et de camionnettes

30% des véhicules neufs vendus en 2012 sont de type **pick-up** et **camionnettes**. Ces véhicules, à usage professionnel ou privé, sont appréciés pour leur capacité de chargement (charge utile et capacités de remorquage) et leurs fonctionnalités. Toutefois, avec 3 800 nouvelles immatriculations en 2012, contre plus de 4 200 en 2010 et 2011, leurs ventes reculent nettement (-11% sur un an). Les ventes de pick-up et camionnettes destinés à un usage professionnel avaient connu deux années fastes soutenues par le dynamisme du nickel et l'embellie dans le secteur du BTP. En 2012, elles retrouvent un niveau plus ordinaire et souffrent du ralentissement économique. Les ventes de véhicules à usage privé traduisent quant à elles une baisse de la consommation des ménages. En effet, le ralentissement économique se répercute sur l'emploi et le pouvoir d'achat des Calédoniens. Tandis que la cherté de la vie reste une préoccupation tou-

Baisse des achats de citadines

Évolution des immatriculations de véhicules neufs



Source : DITTT

Immatriculations de véhicules neufs

	2011	2012	Variation
Voitures particulières	7 525	7 250	-3,7
Pick-up et camionnettes	4 230	3 779	-10,7
Camions	159	113	-28,9
Deux roues	754	797	5,7
Autres	912	845	-7,3
Total	13 580	12 784	-5,9

Source : DITTT

Unités : nbre, %

jours aussi vive, les Calédoniens recourent moins qu'avant aux crédits à la consommation, notamment pour l'acquisition d'un nouveau véhicule.

Les achats de **camions**, quant à eux, sont directement liés à l'activité économique. En 2012, ils reculent de 30% : leurs immatriculations passent de 160 à 110 unités, renouant ainsi avec leur niveau précédant les grands projets d'usines métallurgiques, qui ont stimulé les ventes entre 2004 et 2008. Depuis 2009, les ventes de camions neufs reculent, en dépit d'un soubresaut en 2011, lié aux travaux d'infrastructures pour les Jeux du Pacifique.

Les immatriculations de **voitures particulières** neufs reculent elles aussi (-4% sur un an, soit -250 véhicules), moins nettement toutefois que celles des utilitaires.

En 2012, six véhicules neufs vendus sur dix sont des voitures particulières.

Le recul des immatriculations neuves touche particulièrement les **citadines**, petites voitures de ville.

Après les citadines, ce sont les SUV qui perdent le plus de nouvelles ventes sur un an. Les Great Wall Hover et Mitsubishi Nativia participent pour moitié au recul des ventes des SUV, véhicules à l'origine utilisés pour leur capacité tout-terrain grâce à leurs quatre roues motrices, mais désormais majoritairement utilisés sur route.

Les immatriculations des **cross-over** sont stables ; ces véhicules, inspirés des SUV mais conçus comme une berline, sont en concurrence directe avec les tout-terrains, les berlines et les familiales, dont les ventes progressent sur un an.

Les marques étrangères plébiscitées

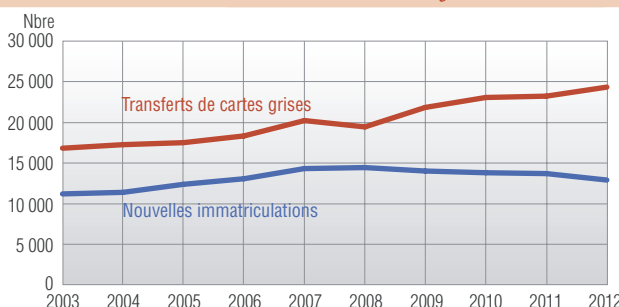
Depuis huit ans, les Calédoniens privilégient les véhicules de **marque étrangère** (huit véhicules neufs sur dix en 2012), mais c'est la 2^e fois en dix ans que les ventes baissent (-5%, soit 480 immatriculations de moins qu'en 2011). Parmi les 8 800 voitures de marque étrangère nouvellement immatriculées en 2012, les Ford arrivent en tête avec 14% des ventes, particulièrement avec le modèle Ford Ranger ou New Ranger. Le coréen Kia se place derrière avec 11% des parts de marché grâce à trois modèles (les SUV Sportage et Sorento et l'utilitaire K2700II), devant son compatriote Hyundai avec le IX35 ou le H1. Ces trois marques concentrent à elles seules un tiers du marché des marques étrangères en Nouvelle-Calédonie avec 3 000 véhicules neufs en 2012.

Derrière, quatre autres marques se partagent un autre tiers du marché local : Nissan, Toyota, Dacia et Chevrolet, avec leurs modèles emblématiques respectifs : Navara, Hilux, Duster et Cruze. Commercialisé sur le territoire depuis 2010, le Duster de Dacia est passé en trois ans de la 16^e à la 2^e meilleure vente, derrière le Ford Ranger.

Le chinois Great Wall, présent en Nouvelle-Calédonie depuis 2007 avec différents modèles, assure la moitié de ses ventes depuis 2010 grâce au Wingle. Bien que leurs normes de sécurité ne répondent pas aux critères européens, d'autres marques chinoises ont fait leur entrée sur le marché calédonien.

Jusqu'en 2004, le choix des Calédoniens portait davantage sur des voitures de marque française qu'étrangère. Depuis, les **marques françaises** baissent régulièrement : elles ne représentent plus qu'une voiture neuve sur cinq en 2012. Les marques françaises participent pour un tiers à la baisse des ventes de véhicules

Évolution des immatriculations de véhicules neufs ou d'occasion



Source : DITTT

Évolution des indices des prix relatifs aux véhicules automobiles

(Base 100 déc. 2010)	Pondération	Déc. 11	Déc. 12
Achats de véhicules neufs	678	100,9	102,1
Pièces détachées et accessoires pour les véhicules personnels	61	104,5	107,5
Carburants	443	115,6	124,0
Entretien et réparation des véhicules personnels	137	101,4	103,0
Automobiles d'occasion	445	101,0	99,8

Source : ISEE

particuliers. La marque Peugeot, dont les ventes reculent de 22% sur un an, et son véhicule Partner sont particulièrement touchés. Le Citroën Berlingo passe sous la barre des 200 ventes (contre plus de 300 cinq ans avant), mais représente tout de même un tiers des ventes de Citroën.

Renault a vendu 860 véhicules neufs sur le marché calédonien en 2012, détrônant ainsi Peugeot. Le succès du modèle Clio ne se dément pas : meilleure vente française avec près d'un véhicule neuf sur cinq, il conserve, depuis 2008, sa place dans le top 5 des véhicules les plus vendus sur le territoire, toutes marques confondues. Il est suivi par le Kangoo, dont les immatriculations se maintiennent, contrairement à ses homologues de Citroën ou Peugeot.

En 2008, les Calédoniens consacraient 16% de leur budget à leur véhicule personnel, pour l'achat, le carburant, l'assurance et l'entretien de ce véhicule. Depuis, ces **dépenses** n'ont fait qu'augmenter : les carburants coûtent 13% de plus qu'en 2008

(+7% entre 2011 et 2012), en liaison avec les cours mondiaux du pétrole. Les prix des "pièces détachées et accessoires pour les véhicules personnels" augmentent eux aussi (+3% sur la dernière année), tout comme les coûts "d'entretien et de réparation des véhicules personnels" (+2%), incitant le gouvernement à réglementer, en juin 2012, le coût horaire de la main-d'œuvre pour la réparation des véhicules. Ces hausses des prix ne détournent pourtant pas les Calédoniens de leur voiture puisque le stock total de véhicules mis ou remis en circulation chaque année augmente, générant des problèmes de circulation dans et aux entrées de Nouméa (voir encadré). Dans un contexte de vie chère, le marché de **l'occasion** a le vent en poupe (+5% sur un an et +25% sur cinq ans) si bien que l'on compte désormais deux fois plus de véhicules d'occasion que de neufs. La baisse du marché du neuf concerne davantage les véhicules **diesel**, plus chers à l'achat que ceux à essence. Pour autant, l'essence reste 18% plus cher à la pompe que le diesel.

La Clio reste la meilleure vente française

La voiture pèse dans le budget

Une étude sur les déplacements des habitants de l'agglomération

Pour mieux maîtriser et organiser les déplacements à l'intérieur de l'agglomération de Nouméa, l'ISEE, à la demande du SIGN (Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa), réalise une enquête auprès des habitants de Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa et Païta en 2013. Elle portera sur le logement et les déplacements des ménages.

EMPLOI MARCHÉ DU TRAVAIL

La croissance de l'emploi s'érode

L'emploi marque nettement le pas : après des années d'euphorie suscitées par les grands projets, la construction n'est plus le moteur de la croissance. La situation sur le marché du travail est plus tendue, particulièrement en province Nord.

Signe du ralentissement économique, la création d'emplois fléchit nettement en 2012. En un an, le secteur privé n'a créé que quelques centaines d'emploi, freiné tout particulièrement dans la construction. Témoin d'une certaine fragilisation du marché de l'emploi, les licenciements économiques et les chômeurs indemnisés augmentent et le recours à l'intérim diminue. Le marché du travail reflète lui aussi le fléchissement de l'économie : les offres d'emploi reculent nettement. Elles sont également plus difficiles à pourvoir.

Le secteur privé est moins dynamique ; la construction flanche

En 2012, en moyenne 89 200 salariés ont été déclarés à la CAFAT, soit 1,6% de plus qu'en 2011, après +3,8% entre 2010 et 2011. Cette progression est la plus faible jamais observée depuis que les données sont comptabilisées. Sur les 1 380 salariés supplémentaires enregistrés, 520 travaillent dans le **secteur public**, répartis presque également entre les contractuels, notamment embauchés pour des opérations ponctuelles d'enquêtes, et les fonctionnaires. Le nombre de fonctionnaires de la Nouvelle-Calédonie augmente de 1,5% en 2012 et les fonctionnaires d'Etat de 1,8%.

Évolution de l'emploi salarié (en moyenne annuelle)



Source : CAFAT, ISEE

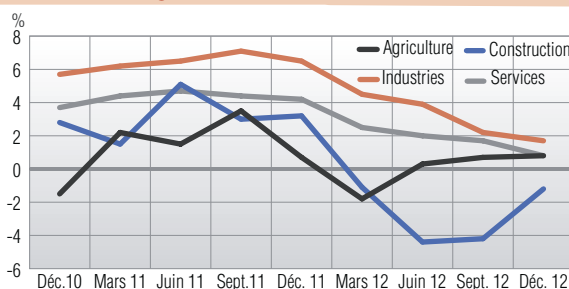
Le **secteur privé** affiche 860 nouveaux salariés sur un an, dont 710 dans les services et 480 dans l'industrie. Ils sont contrebalancés par la perte de 290 salariés dans la construction. Les effectifs de l'agriculture sont stables sur un an, les embauches pour les besoins de l'élevage et de la pêche-aquaculture compensant les pertes dans la sylviculture.

Les services, qui regroupent les deux tiers des salariés du privé, restent pourvoyeurs d'emplois, mais leur dynamisme s'atténue fortement (+1,7% contre +4% en moyenne ces dix dernières années). Pourtant, le commerce de détail, les activités de sécurité et les services de santé restent vigoureux, mais les entreprises de travail temporaire et les employés de maison perdent des salariés.

Les industries créent des emplois (+4,0% sur un an), particulièrement dans le secteur du nickel (mines ou industries métallurgiques). Au contraire, le secteur de la construction perd des salariés pour la 1^{ère} fois depuis 2003 (-3,0% sur un an). Les projets démarrés en 2012, tels que le Médipôle, ne permettent pas de maintenir le fort niveau d'emploi des grands travaux qui avaient soutenu la croissance calédonienne jusqu'en 2011 (Jeux du Pacifique, usine du Nord, aéroport de la Tontouta).

La fragilité du secteur de la construction en 2012 s'illustre également au travers de son moindre recours à l'intérim et des licenciements économiques auquel il a dû procéder. Ainsi, en équivalent temps plein, le nombre de salariés employés sous contrat d'intérim recule de 18% dans le secteur de la construction. Entre 2010 et 2011, il avait augmenté de 19%. Par ailleurs, les entreprises de la construction sont celles qui ont eu le plus recours à la procédure de licenciement économique en 2012 : l'augmentation du nombre des salariés licenciés entre 2011 et 2012 (+59%) est imputable, en grande majorité, aux entreprises de la construction.

Évolution des effectifs salariés du privé par grand secteur d'activité (en glissement annuel)



Source : CAFAT, ISEE

Les offres d'emploi s'effondrent en province Nord

Tous secteurs confondus, le nombre de chômeurs indemnisés augmente de 5% entre 2011 et 2012 alors qu'il était stable depuis deux ans, autour de 1 700 personnes ; les 26 à 50 ans sont les plus touchés par cette augmentation, contrairement aux deux années précédentes où leur nombre diminuait.

En 2012, les besoins en main d'œuvre se rétractent après avoir été stimulés par les grands projets ces dernières années. Les **offres d'emploi** déposées dans le courant de l'année 2012 reculent de 8% sur un an (-960 offres) ; le niveau reste toutefois supérieur à celui de 2010. Cette baisse concerne presque exclusivement la province Nord. Alors qu'elle représentait un important bassin d'emploi en 2009 et 2010 (+1 000 nouvelles offres chaque année), les besoins en main d'œuvre ont commencé à ralentir en 2011 (+300 nouvelles offres), pour s'effondrer en 2012 (-930 offres). Le chantier de l'usine du Nord et des infrastructures afférentes qui avaient stimulé les offres ces trois dernières années est en passe d'être finalisé, et l'offre d'emploi retrouve progressivement un rythme plus ordinaire.

Des secteurs sous tension

La province Sud continue de concentrer les trois quarts des offres. Elle maintient un niveau élevé, pratiquement stable sur un an. Sur l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, cinq secteurs d'activité regroupent les deux tiers des nouvelles offres d'emploi déposées en 2012 : construction et travaux publics, services à la personne et à la collectivité, support à l'entreprise, industrie, installation et maintenance et transport et logistique. Toutefois, l'offre est en net repli dans ces secteurs (de -26% à -37%). Seules les activités de support à l'entreprise restent dynamiques (19% d'offres en plus).

Les conflits impactent moins l'activité

Les nouvelles offres déposées baissent sur un an, mais elles sont plus pérennes : elles concernent davantage des emplois à durée indéterminée que l'an dernier. Toutefois, elles sont plus difficiles à pourvoir qu'en 2011. En effet, 1 780 offres d'emploi restaient actives fin 2012, principalement en province Sud, soit 25% de plus sur un an. Bien que les **demandeurs d'emploi** soient globalement de plus en plus formés (les sans qualification passent de 45% il y a cinq ans à

38% en 2012), certains domaines d'activité sont tendus. Ainsi, les secteurs de l'industrie, de l'installation et de la maintenance, qui proposent 20% des offres en 2012, peinent à être pourvus.

A cette inadéquation entre l'offre et la demande, s'ajoute le recul du nombre de demandeurs d'emploi (-9% sur un an). Cette baisse s'explique en partie par la suppression, depuis avril 2012, de la carte de demandeur d'emploi en province Sud, qui a eu pour effet de diminuer la fréquentation hors accompagnement des services de placement.

La baisse des demandeurs d'emploi, visible dans les trois provinces, concerne particulièrement les femmes. Elles représentent 56%

des demandeurs d'emploi en 2012, contre 60% les années précédentes. Depuis deux ans, elles sont moins nombreuses à rechercher un emploi, quelle que soit leur tranche d'âge, mais cette baisse s'accroît en 2012 : -14%, contre -7% il y a un an.

Toutefois, dans un contexte où le marché de l'emploi se fragilise, le climat social au sein des entreprises s'est plutôt amélioré : les **conflits du travail** diminuent (-13% sur un an) et se résolvent souvent par une négociation collective. Les grèves impactent moins l'activité économique : le nombre de journée de travail perdues tombe à 13 125 jours, contre 19 250 en 2011.

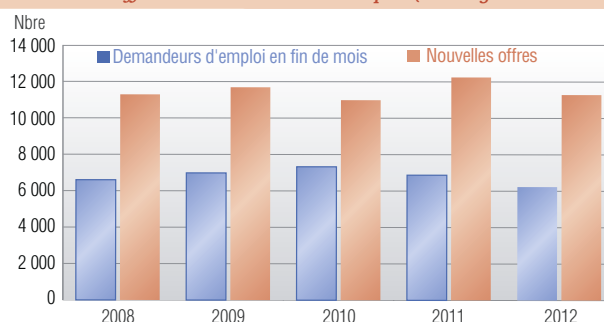
Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité (moyenne annuelle)

	Effectif 2011	2012 p	Variation Nbre	%
Emplois salariés par secteur				
Secteur privé	63 582	64 438	856	1,3
Secteur public	24 239	24 764	524	2,2
Total	87 822	89 202	1 380	1,6
Emplois salariés du secteur privé				
Agriculture	1 633	1 632	-1	-0,04
Agriculture, sylviculture et pêche	1 633	1 632	-1	-0,04
Industries	11 824	12 384	559	4,7
Industries extractives	1 489	1 604	115	7,7
Industrie manufacturière	8 959	9 329	370	4,1
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	659	691	33	5,0
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	718	760	42	5,9
Construction	9 071	8 654	-417	-4,6
Services	41 054	41 768	714	1,7
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	9 784	10 021	236	2,4
Transports et entreposage	4 310	4 287	-23	-0,5
Hébergement et restauration	4 741	4 890	150	3,2
Information et communication	877	915	38	4,4
Activités financières et d'assurance	2 146	2 140	-7	-0,3
Activités immobilières	616	626	10	1,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 429	2 496	68	2,8
Activités de services administratifs et de soutien	5 036	5 198	162	3,2
Administration publique	791	807	16	2,0
Enseignement	2 764	2 779	16	0,6
Santé humaine et action sociale	2 227	2 423	196	8,8
Arts, spectacles et activités récréatives	679	674	-5	-0,7
Autres activités de services	1 207	1 361	154	12,8
Services domestiques	3 417	3 123	-294	-8,6
Activités extra-territoriales	31	28	-3	-9,6
Total Secteur privé	63 582	64 438	856	1,3

Sources : CAFAT, ISEE

Unités : nbre, %

Évolution de l'offre et de la demande d'emploi (en moyenne annuelle)



Source : Institut de Développement des Compétences - NC

PRIX À LA CONSOMMATION

Net ralentissement des prix

Les prix à la consommation augmentent de 1,6% fin 2012. Cette hausse est principalement tirée par les services.

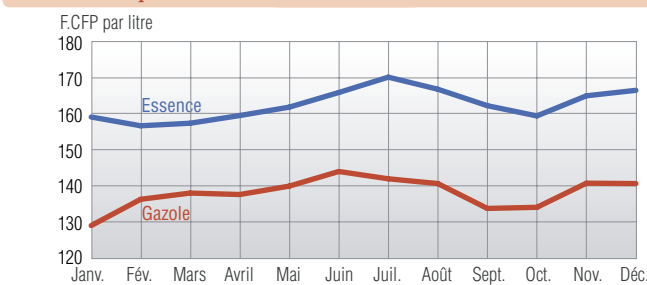
En décembre 2012, l'inflation annuelle s'établit à 1,6%. Les prix à la consommation ont ainsi nettement ralenti après deux années d'inflation supérieure à 2,5%. L'inflation en 2012 est inférieure à la moyenne des dix dernières années (1,8%). Hors tabac, la hausse annuelle des prix s'établit à 1,7%. En termes de contribution à l'inflation, c'est-à-dire compte tenu du poids respectif des cinq grands postes de dépenses dans l'indice des prix, les services concentrent à eux-seuls plus de la moitié de l'inflation (53%), suivis de l'énergie et de l'alimentation (avec respectivement 22% et 20%). Les produits manufacturés et le tabac sont restés quasiment stables sur un an.

Les services : premier
poste inflationniste

Les prix des services augmentent de 2,4% sur un an, après avoir nettement ralenti l'année dernière. Cette hausse relève de plusieurs facteurs : les loyers des résidences principales, contenus par le gel réglementaire jusqu'en octobre 2012, augmentent néanmoins de 2% ; la réévaluation de la redevance d'assainissement impacte le prix de la distribution de l'eau malgré la baisse du prix de l'eau potable ; la revalorisation du SMG (140 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2011 à 150 000 F.CFP au 1^{er} janvier 2012) (voir encadré) entraîne une augmentation de 6%

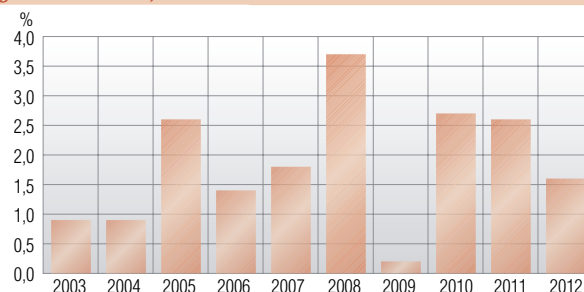
Le prix des carburants en
hausse plus modérée

Évolution du prix des carburants en 2012



Source : ISEE

Évolution de l'inflation sur dix ans (en glissement annuel)



Source : ISEE

Variation des prix à la consommation (en glissement sur douze mois)



Source : ISEE

du prix des services domestiques (essentiellement les employés de maison) et des services d'entretien du logement.

Les services participent à eux-seuls à plus de la moitié de l'inflation annuelle. Toutefois, dans ce contexte d'accroissement des prix des services, deux baisses notables peuvent être signalées qui touchent les abonnements télévi-

sion (-3% sur un an) et les services de communication (-1%), principalement l'Internet.

Après les services, l'énergie est le deuxième poste inflationniste, avec +3,4% cette année. Toutefois, cette augmentation est beaucoup plus faible que les deux années précédentes (+5% et +8%). Elle résulte principalement de la hausse des prix des carburants et, dans une moindre mesure, de celle de l'électricité. Révisés mensuellement, les prix des carburants sont directement impactés par la hausse des cours du pétrole brut (+8% en moyenne en 2012). Ainsi, le litre d'essence à la pompe est passé de 156,8 F.CFP à 166,6 F.CFP entre décembre 2011 et décembre 2012, et celui du gazole de 128,2 F.CFP à 141,1 F.CFP.

Ralentissement mais volatilité des prix de l'alimentation

Un cinquième de l'inflation annuel provient de la hausse des prix de l'alimentation. Ceux-ci progressent de 1,5% sur un an, hausse contenue par rapport aux deux années précédentes (+4% en 2011 et +2,8% en 2010). L'augmentation des prix de l'alimentation reste, cette année, largement inférieure à la moyenne des dix dernières années (+2,5%).

Cette hausse est tirée essentiellement par les pains et céréales (+5,1%), les poissons (+6,0%) et les viandes (+2,1%). À l'inverse, les prix des légumes et fruits frais baissent sur un an de façon significative (respectivement -18,8% et -4,9%). Toutefois, d'un mois sur l'autre, les variations sont importantes, contribuant à renforcer chez le consommateur le sentiment de cherté de la vie : ainsi, l'indice fruits frais s'est étiré entre 109,85 son niveau le plus bas en mars et 135,12 son niveau le plus haut en novembre. Pour les légumes frais, l'amplitude est encore plus grande : de 141,55 en avril à 89,03 en décembre. Le recours à l'importation pour minimiser l'impact des incidents climatiques et des ruptures saisonnières d'approvisionnement, ne suffit pas à stabiliser les prix des produits frais.

Produits manufacturés et tabacs contribuent à atténuer l'inflation

Le poste des produits manufacturés est peu inflationniste, avec +0,3% sur un an. Pour ces produits, l'inflation est particulièrement contenue depuis 6 ans : elle n'a jamais dépassé 0,8%.

Les principales hausses sur un an concernent les automobiles neuves (+1,1%) et les produits pour l'entretien et la réparation du logement (+14,7%). À l'inverse, on enregistre une baisse des équipements audio-visuels (-8,2%), des vêtements (-2,6%) et des automobiles d'occasion (-1,2%).

Les prix des tabacs sont stables pour la première fois depuis 2007.

La lutte contre la vie chère reste une priorité

La lutte contre la vie chère est restée une préoccupation vive au cours de l'année 2012. Une étude de l'ISEE parue en octobre 2012, montre ainsi que les prix en Nou-

Indice des prix à la consommation des ménages

		Indice base 100 déc. 10		Variation
	Pondération	Déc. 11	Déc. 12	sur un an %
Indice général	10 000	102,6	104,3	1,6
Indice hors tabac	9 803	102,4	104,1	1,7
Indice hors tabac hors loyer	9 043	102,5	104,1	1,6
Détail en 5 regroupements conjoncturels				
Alimentation	2 178	104,0	105,6	1,5
Tabac	197	112,1	112,1	0,0
Produits manufacturés	3 031	100,8	101,1	0,3
Énergie	984	107,7	111,3	3,4
Services	3 610	101,4	103,9	2,4
Détail en 12 divisions*				
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1 989	104,0	105,4	1,3
Boissons alcoolisées et tabac	386	108,3	110,1	1,7
Habillement et chaussures	320	99,8	98,0	-1,9
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	1 740	102,0	105,3	3,2
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	761	101,8	104,1	2,2
Santé	143	100,4	101,0	0,6
Transport	2 119	104,3	106,5	2,1
Communications	350	94,0	93,1	-0,9
Loisirs et culture	962	101,4	101,4	0,0
Enseignement	20	101,6	106,1	4,4
Restaurants et hôtels	471	102,9	105,2	2,3
Autres biens et services	739	100,7	101,8	1,2

* Division de la nomenclature internationale des produits (COICOP).

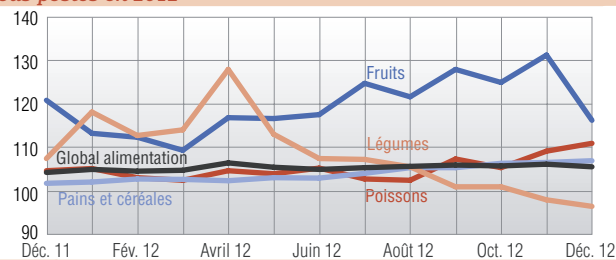
Source : ISEE

velle-Calédonie sont globalement 34% plus élevés qu'en Métropole.

Dans cette optique, le gouvernement a adopté en juin 2012 un arrêté fixant les prix de plus de 400 produits de première nécessité et de grande consommation mais également de certaines prestations de services. Ainsi, un étiquetage à l'unité est instauré pour tous les produits afin que les consommateurs puissent facilement comparer les prix. De nouvelles dispositions sont également mises en œuvre pour mieux protéger le consommateur en matière de ventes à distance ou par correspondance et réglementer la publicité et les pratiques commerciales trompeuses. Il était initialement prévu que 600 autres produits soient rajoutés par la suite, pour atteindre près de 1 000 produits réglementés.

En novembre, les accords économiques et sociaux élaborés par la commission spéciale «vie chère» du Congrès ont été signés par le Gouvernement. Ils annoncent des réformes de structure de l'économie calédonienne, visant à la moderniser, à permettre une meilleure redistribution des fruits de la croissance et à favoriser l'emploi. Ils visent notamment à : mettre en place un dispositif de lutte contre les abus de position dominante, contre la concentration des parts de marché et contre les ententes illicites ; réformer les protections de marché ; créer un observatoire des prix et des marges ; réformer la fiscalité directe et indirecte ; rénover le droit des assurances et créer un conseil du dialogue et de l'analyse économique.

Évolution de l'indice des prix de l'alimentation et de quelques sous-postes en 2012



Source : ISEE

Revalorisation du SMG et du SMAG

Les règles du code du travail concernant la revalorisation du salaire minimum garanti et du salaire minimum agricole garanti (Lp.142-1 et Lp.142-3 du code du travail), ont été suspendues du 15 janvier 2010 au 30 juin 2012 (Lp n°2010-2 du 15 janvier 2010). Pendant cette période, le SMG et le SMAG ont été revalorisés à trois reprises par le gouvernement à des montants supérieurs à ceux qui résulteraient de l'évolution de l'IPC hors tabac. La hausse des salaires minimums intervenue en janvier 2012, s'inscrit dans ce cadre. Depuis le 1^{er} juillet 2012, le relèvement du SMG et du SMAG est de nouveau basé sur l'IPC hors tabac. Lorsque cet indice enregistre une hausse au moins égale à 0,5% par rapport à l'indice constaté lors de la fixation du salaire minimum garanti immédiatement antérieur, le salaire est relevé dans la même proportion. Cette situation s'est produite en décembre 2012 et en février 2013.

ÉCHANGES
EXTÉRIEURS

Échanges commerciaux en repli

Malgré la diminution des importations, le déficit commercial continue de se creuser en 2012. En cause, le nickel qui rapporte moins cette année.

Globalement stables en volume en 2012, les ventes calédonniennes diminuent fortement en valeur (-19 milliards de F.CFP sur un an) après deux années de fortes hausses. Les importations sont également en repli de 15 milliards de F.CFP. Ainsi, le **déficit commercial** se creuse à nouveau, les importations diminuant moins vite que les exportations. Avec -179 milliards de F.CFP en 2012, contre -174 milliards de F.CFP en 2011, le déficit commercial n'a jamais été aussi élevé, sa moyenne atteignant -115 milliards de F.CFP au cours de la décennie. De même, le taux de couverture continue de se dégrader en 2012 : 40,7% contre 44,9% en 2011. Le niveau le plus bas avait été atteint en 2009 (38,4%).

123 milliards d'exportations

En 2012, les **exportations** de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 123 milliards de F.CFP contre 142 milliards de F.CFP un an plus tôt. Elles sont composées à plus de 90% de produits miniers et métallurgiques, dont les ventes sont fortement dépendantes de la variation des cours mondiaux. Ceux-ci expliquent les fortes variations d'une année sur l'autre : après deux années de régression en 2008 et 2009, les exportations en valeur se redressent nettement en 2010 (+65%), avant de ralentir en 2011 et de chuter à nouveau en 2012 (-14%). Avec 114

Le nickel rapportent moins

Évolution de la valeur des exportations de marchandises

	2011	2012	Variation
Minerais de nickel	24 751	22 799	-7,9
Ferro-nickels	74 374	64 002	-13,9
Mattes	22 438	20 075	-10,5
NHC	10 971	3 972	-63,8
NiO	-	2 930	-
CoCO3	-	107	-
Produits de la mer	1 832	1 942	6,0
dont thons	437	413	-5,5
crevettes	1 013	1 145	13,0
holothuries	287	260	-9,4
trocas	68	86	26,5
Autres produits	7 880	6 730	-14,6
Total	142 246	122 557	-13,8

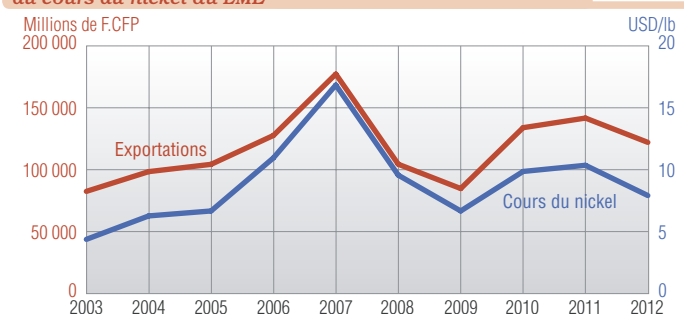
Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie Unités : million de F.CFP, %

Évolution des échanges extérieurs



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Service de la Marine Marchande et des Pêches Maritimes

Évolution de la valeur des exportations de marchandises et du cours du nickel au LME



Sources : Direction Régionale des Douanes, Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

milliards de F.CFP en 2012, les exportations de nickel restent malgré tout supérieures à la moyenne des dix dernières années (105 milliards de F.CFP). Sur un an, leur part dans les ventes totales du territoire diminue légèrement.

Sur l'année 2012, la baisse des cours du nickel au LME fait reculer les exportations de nickel en valeur alors que les volumes commercialisés progressent de 5%. En effet, le cours moyen du nickel atteint 7,8 USD/lb en 2012 contre 10,4 USD/lb un an plus tôt. Dans le détail, les ventes de minerai diminuent de 8% en valeur alors que les quantités exportées progressent de 5%, les ferro-nickels de -14% en valeur pour +16% en volume et les mattes de -11% en valeur pour +5% en volume. Concernant le NHC, le repli des ventes (-64%) résulte de l'arrêt de

la production de l'usine de Goro depuis mai après l'incident survenu dans l'usine de production d'acide. Avec une reprise partielle de la production en fin d'année, Vale NC a toutefois lancé la production d'oxyde de nickel et de carbonate de cobalt qui ont rapporté respectivement 2,9 milliards de F.CFP et 107 millions de F.CFP.

Autres produits exportés par la Nouvelle-Calédonie, les produits de la mer. Les ventes (1,9 milliards de F.CFP) affichent une progression de 6% par rapport à 2011, confirmant leur redressement.

Dans le détail, les crevettes concentrent à elles seules 60% des ventes de produits de la mer et elles affichent la plus forte progression annuelle (+13%), après trois années de baisses consécutives. Les exportations de trocas sont également

en hausse (+27%). À l'inverse, les ventes de thons et d'holothuries diminuent (respectivement -6% et -9%). Les ventes d'holothuries pourraient repartir à la hausse dans les années à venir, si l'initiative innovante d'une société d'élevage aquacole tient ses promesses pour la relance de cette filière.

Hors nickel et produits de la mer, les exportations diminuent : 6,7 milliards de F.CFP en 2012 contre 7,9 milliards de F.CFP un an plus tôt. Ce recul s'explique en réalité par la vente exceptionnelle en 2011, d'un avion Falcon 200 à la Polynésie Française. Les autres produits ne représentent que 5% des exportations du territoire.

En 2012, les ventes du territoire ont principalement été à destination de l'Europe et de l'Asie. L'Asie reçoit 50% des exportations de la Nouvelle-Calédonie. Sur un an, ses achats ont néanmoins diminué de 10%, après deux années de fortes progressions (+21% en 2011 et +42% en 2010). La baisse concerne surtout le Japon et Taïwan, dont les achats diminuent respectivement de 35% et 14%. Le Japon reste le principal client de la Nouvelle-Calédonie en Asie et concentre, à lui seul, un tiers de ces achats. Il importe essentiellement du minerai calédonien et des ferro-nickels, de même que la Corée du Sud. La Chine et Taïwan achètent eux aussi des ferro-nickels calédoniens, mais sur un an, leurs importations diminuent respectivement de 45% et 15%.

301 milliards d'importations

Baisse des ensembles industriels

Évolution de la valeur des importations de marchandises

	2011	2012	Variation
Produits alimentaires	37 625	40 266	7,0
Produits minéraux	60 881	71 983	18,2
Produits chimiques	19 550	21 345	9,2
Produits caoutchouc et plastique	11 248	11 683	3,9
Bois et ouvrages en bois	2 659	3 514	32,2
Papiers et ouvrages en papier	4 749	4 903	3,2
Produits textiles	6 902	7 043	2,0
Métaux et ouvrages en ces métaux	16 132	17 385	7,8
Machines, appareils et matériel électrique	45 560	47 810	4,9
Matériel de transport	35 139	35 858	2,0
Autres produits	76 263	39 562	-48,1
dont ensembles industriels	52 190	15 237	-70,8
Total	316 708	301 352	-4,8

Source : Direction Régionale des Douanes

Unité : million de F.CFP, %

51 milliards de recettes douanières

L'Europe, deuxième acheteur des produits calédoniens, concentre 30% des exportations du territoire. Avec 22 milliards de F.CFP, la France est le premier client de la Nouvelle-Calédonie. Elle s'approvisionne principalement en mattes de nickel. Le territoire exporte aussi vers d'autres pays, comme l'Australie (minerai de nickel et NHC) et les États-Unis.

Évolution des recettes douanières

	2011	2012	Variation
Taxe Générale à l'Importation (TGI)	18 625	19 575	5,1
Taxe de Base à l'Importation (TBI)	7 317	7 448	1,8
Droits de douanes	6 666	6 800	2,0
Taxe sur les produits pétroliers	5 269	5 395	2,4
Taxe additionnelle sur les produits pétroliers	2 228	2 243	0,7
Taxe sur le fret aérien	2 028	2 102	3,6
Taxe de Consommation Intérieure (TCI)	1 896	2 017	6,4
Taxe Conjoncturelle pour la Production Locale (TCPPL)	1 004	1 141	13,6
Taxe de Soutien aux Productions Agricoles (TSPA)	870	870	0,0
Taxe de péage*	1 720	1 792	4,2
Taxe sur les Alcool et Tabac (TAT)	265	277	4,5
Droit de quai	153	245	60,1
Taxe anti-pollution	195	207	6,2
Amendes et confiscations	91	82	-9,9
Taxe parafiscale pour les énergies renouvelables	52	53	1,9
Droit de port	38	132	247,4
Redevance informatique (RI)	40	42	5,0
Droit de navigation intérieure	23	12	-47,8
Taxe de magasinage	104	106	1,9
TSS collectée sur la taxe de magasinage	///	5	///
TSS collectée sur les droit de port et de quai à Nouméa	///	9	///
Total	48 584	50 539	4,0

* La valeur 2011 a été rectifiée pour tenir compte des dispositions de la loi du Pays n°2011-9 du 30/12/2011 portant diverses dispositions d'ordre fiscal et douanier.

Source : Direction Régionale des Douanes

Unités : million de F.CFP, %

En 2012, les **importations** s'élèvent à 301 milliards de F.CFP contre 317 milliards de F.CFP un an plus tôt, soit une diminution de 5%. Après deux années de fortes hausses et un niveau exceptionnel atteint en 2011, les importations se replient cette année. Toutefois, elles restent très largement supérieures à la moyenne des dix dernières années (216 milliards de F.CFP). En réalité, seuls les achats d'ensembles industriels sont en recul et expliquent ce résultat. Sur tous les autres postes, les importations augmentent. Les importations d'**ensembles industriels** s'élèvent à 15 milliards de F.CFP en 2012 contre 52 milliards de F.CFP en 2011 (-71%). Ces achats s'amenuisent au fur et à mesure de l'avancement du chantier de l'usine du Nord.

À l'inverse, les achats de "produits minéraux" continuent leur ascension spectaculaire (+18% en 2012, après +21% en 2011 et +49% en 2010), si bien qu'en trois ans, les achats ont doublé. L'augmentation concerne principalement les combustibles et huiles minérales, utilisés pour les projets industriels. De même, les importations de "machines, appareils et matériel électrique" sont en augmentation de 2,2 milliards de F.CFP. Ces appareils viennent en prolongement des ensembles industriels pour l'équipement des sites de production : appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz ; éléments pour tuyauterie et chaudières ; machines et appareils à trier, cribler, séparer et laver les minerais...

Les achats de "produits alimentaires" sont également en hausse

(+2,6 milliards de F.CFP) malgré des volumes stables.

Comme l'an dernier, l'Asie et l'Europe concentrent près de 80% des achats du territoire. L'Asie reste toujours le premier fournisseur, avec 40% des importations totales. Les achats en Asie ont diminué d'à peine 3% sur un an. Deux tiers de ces approvisionnements proviennent de Chine ou de Singapour. Sur un an, les achats à Singapour ont augmenté de 21% alors qu'ils diminuent dans les mêmes proportions en provenance de Chine. Singapour fournit principalement des combustibles. La Chine, quant à elle, vend surtout des machines et appareils électriques.

Grâce à la France, l'Europe est le deuxième fournisseur du territoire (37% des achats) : elle envoie principalement des voitures, des produits alimentaires, des machines et appareils électriques et des produits pharmaceutiques. Troisième fournisseur de la Nouvelle-Calédonie, l'Australie pour sa part, fournit 11% des importations du territoire.

En 2012, les **recettes douanières** liquidées par la Direction Régionale des Douanes pour le budget de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à 51 milliards de F.CFP contre 49 milliards de F.CFP un an plus tôt (+4%). La taxe générale à l'importation, la taxe de base à l'importation et les droits de douane représentent toujours deux tiers de la recette douanière. Elles augmentent légèrement sur un an (+4%) malgré le repli des importations.

ACTIVITÉ BANCAIRE

Le financement des entreprises reste soutenu

Les crédits accordés ralentissent, signe de la prudence des agents économiques dans leurs investissements. Ce fléchissement est notamment attribuable aux particuliers.

En 2012, l'activité bancaire est restée dynamique, malgré les signes de prudence dont témoignent des progressions plus modérées. L'activité de crédit est soutenue par les entreprises, qui ont plus recours aux crédits d'investissements et d'exploitation qu'au cours des années précédentes. Par contre, le ralentissement des crédits à l'habitat et à la construction illustre l'attentisme qui s'installe dans la consommation des ménages et les difficultés qui frappent le secteur de la construction. Les dépôts bancaires sont en hausse, et s'orientent principalement vers les placements liquides ou à court terme.

L'activité de crédit reste à un niveau soutenu, mais le rythme de progression continue de ralentir

En 2012, l'encours des crédits continue d'augmenter : 5,3%, pour un total de 956 milliards de F.CFP. Cette croissance est toutefois beaucoup plus faible qu'au cours de la dernière décennie.

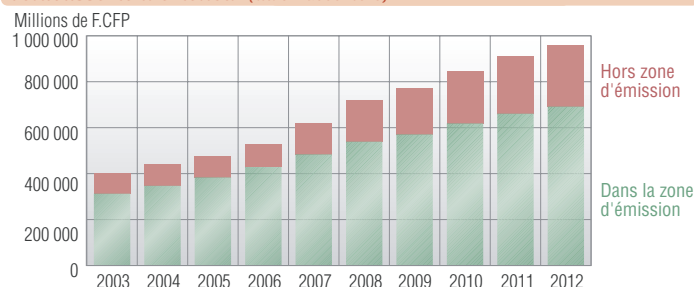
Encours de crédits accordés par les établissements situés dans et hors zone d'émission (au 31 décembre)

Encours de crédits	2011	2012	Variation
Crédits d'exploitation	81 616	86 386	5,8
Entreprises	76 469	84 621	10,7
Collectivités locales	5 147	1 765	-65,7
Crédits d'investissement	278 834	301 539	8,1
Entreprises	227 190	243 403	7,1
Collectivités locales	51 644	58 136	12,6
Crédits à la construction	109 372	113 487	3,8
Entreprises	109 372	113 487	3,8
Crédits à la consommation	71 926	73 807	2,6
Ménages	71 926	73 807	2,6
Crédits à l'habitat	313 581	323 731	3,2
Ménages	313 576	323 731	3,2
Collectivités locales	5	0	-
Autres crédits	18 683	21 797	16,7
Entreprises	13 063	15 251	16,7
Ménages	5 441	6 386	17,4
Collectivités locales	179	160	-10,6
Autres	15 438	16 068	4,1
Créances douteuses brutes	18 138	19 022	4,9
Créances douteuses nettes	6 792	7 197	6,0
Provisions	11 346	11 825	4,2
Total des encours	907 588	955 837	5,3
Dont Entreprises	426 094	456 762	7,2
Ménages	390 943	403 924	3,3
Collectivités locales	56 975	60 061	5,4

Source : IEOM

Unités : million de F.CFP, %

Évolution de l'encours des crédits selon la localisation de l'établissement émetteur (au 31 décembre)



Source : IEOM

Le ralentissement touche particulièrement les crédits à la construction (+3,8% sur un an, après +8,1% en 2011) et les crédits à l'habitat (+3,2% après +8,3% en 2011). À l'inverse, les crédits d'investissement continuent de progresser à un rythme relativement soutenu (+8,1% après +9% 2011) tandis que les crédits d'exploitation rebondissent (+5,8% après -0,6% en 2011). Ces résultats d'ensemble masquent de grandes disparités, en fonction des agents économiques : tandis que le financement des ménages et des collectivités locales s'infléchit nettement, celui des entreprises repart à un rythme plus soutenu qu'au cours des deux dernières années.

En 2012, les encours de crédits accordés aux entreprises enregistrent une progression annuelle de +7,2%. En dépit d'une certaine morosité affichée par les entreprises, la progression des crédits d'investissement accordés aux entreprises est plus forte en 2012 qu'au cours des trois dernières années (+7,2%). En parallèle, les crédits d'exploitation repartent à la hausse cette année (+10,7%). À l'inverse, les crédits à la construction se replient de façon drastique (+3,8%) suite au coup de frein sur la défiscalisation et à la fin des grands chantiers.

Pour les ménages, le recours aux

financements bancaires ralentit fortement à 3,3% de loin la plus faible progression depuis dix ans. Le ralentissement concerne aussi bien les crédits à l'habitat qu'à la consommation. La mise en place de mesures telles que le prêt à taux zéro (en 2011) n'a donc pas suffi à relancer la construction de logements. L'habitat reste néanmoins le principal motif d'endettement des ménages (80% des encours). Signe de la prudence des ménages, les crédits à la consommation enregistrent une progression annuelle (2,6%) deux fois inférieure au taux moyen des dix dernières années. L'encours des crédits octroyés aux collectivités territoriales se stabilise à haut niveau après deux années de forte expansion. L'essentiel concerne des crédits d'investissement. Sur un an, ils progressent de +5,4%, contre +23% en 2011 et +31% en 2010. À l'inverse, les collectivités locales affichent un désendettement marqué pour les autres crédits. Les collectivités territoriales ne comptent que 6% des crédits accordés.

En 2012, la collecte des dépôts par les établissements locaux pour leur propre compte ou pour le compte extérieur s'élève à 709 milliards de F.CFP contre 642 milliards de F.CFP un an plus tôt, soit une pro-

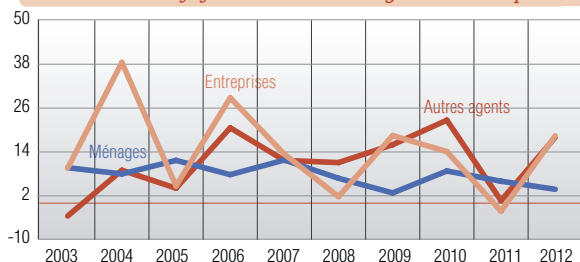
Forte hausse des dépôts collectés

gression annuelle de 10,5 %. En nette accélération par rapport à l'année dernière (+2,5%), le rythme de croissance annuel reste toutefois dans la moyenne des dix dernières années (+10%).

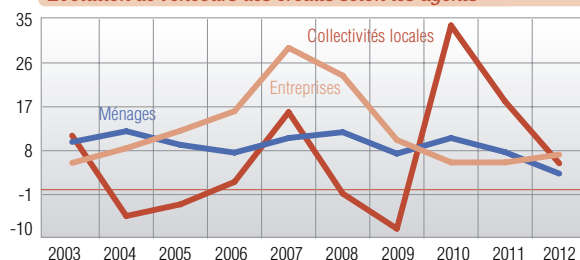
Principaux moteurs de la collecte d'actifs financiers, les placements liquides ou à court terme sont en hausse de 19,2% et expliquent l'essentiel de l'augmentation globale des dépôts. Les dépôts à vue et les placements à long terme progressent à un rythme plus contenu.

Les dépôts des **entreprises** augmentent de 18,4% sur un an (après -2,2% en 2011) et expliquent, à eux seuls, près de 60% de l'augmentation globale des encours. Ce sont principalement les placements liquides et à court terme qui contribuent à cette augmentation mais les dépôts à vue progressent à nouveau cette année après s'être repliés en 2011 (+4,1% après -2,0%). Les placements à long terme restent marginaux, toutefois ils ont doublé sur un an.

Évolution des actifs financiers selon les agents économiques



Évolution de l'encours des crédits selon les agents



Évolution des actifs financiers par catégorie et agent (au 31 décembre)

	2011	2012	Variation
Dépôts à vue	246 501	255 688	3,7
Entreprises	120 351	125 292	4,1
Ménages	103 895	103 789	-0,1
Autres agents	22 255	26 607	19,6
Placements liquides ou à court terme	282 407	336 584	19,2
Entreprises	87 170	119 053	36,6
Compte d'épargne à régime spécial	174	112	-35,6
Placements indexés sur les taux du marché	86 996	118 941	36,7
Ménages	131 319	141 704	7,9
Compte d'épargne à régime spécial	95 224	101 933	7,0
Placements indexés sur les taux du marché	36 095	39 771	10,2
Autres agents	63 918	75 827	18,6
Compte d'épargne à régime spécial	4 161	4 155	-0,1
Placements indexés sur les taux du marché	59 757	71 665	19,9
Placements à long terme	112 699	116 602	3,5
Entreprises	1 367	2 935	114,7
Ménages	110 551	113 495	2,7
Autres agents	781	172	-78,0
Total des actifs	641 607	708 874	10,5
Entreprises	208 888	247 280	18,4
Ménages	345 765	358 988	3,8
Autres agents	86 954	102 606	18,0

Source : IEOM

Unités : million de F.CFP, %

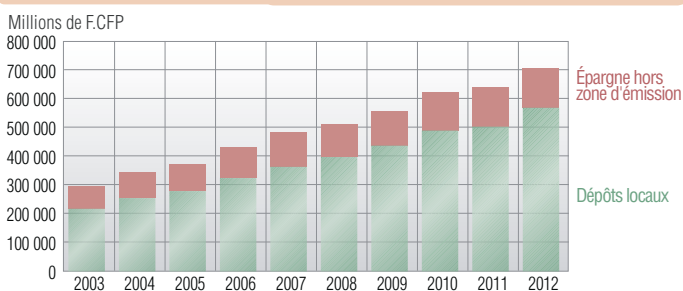
Les dépôts des **ménages** enregistrent une hausse limitée à 3,8%, en repli par rapport aux dernières années. Les ménages recentrent leurs dépôts vers les placements liquides ou à court terme, qui progressent pour la deuxième année consécutive (+7,9% sur un an). Les placements liquides ou à court terme des ménages atteignent ainsi leur plus haut niveau depuis dix ans. Ce choix de placements plus rémunérateurs s'est fait au détriment des dépôts à vue qui reculent pour la

première fois après avoir enregistré une croissance annuelle moyenne de 9,3% depuis dix ans.

Les dépôts des autres agents augmentent fortement (+18,4%) sous forme de placements liquides ou à court terme et de dépôts à vue.

Les actifs financiers sont répartis à hauteur de 80% sous forme de dépôts locaux (soit 570 milliards de F.CFP), le reste en épargne hors zone d'émission (139 milliards de F.CFP).

Évolution des actifs financiers selon la catégorie (au 31 décembre)



Source : IEOM

ENTREPRISES

5 200 entreprises créées

**En 2012, la création d'entreprises se tasse, signe du ralentissement économique.
La poussée de cessations d'entreprises de la construction illustre les difficultés de ce secteur.**

Au cours de l'année 2012, 5 200 nouvelles entreprises du secteur marchand non agricole ont été enregistrées au Répertoire d'Identification des Entreprises et des Etablissements. Les créations d'entreprises diminuent légèrement sur un an, pour la première fois depuis dix ans, après avoir connu des forts taux de croissance entre 2003 et 2010. Pour autant, elles se maintiennent à un niveau élevé. Comme en 2011, près des trois quarts des nouvelles entreprises sont des créations pures (soit 3 800 entreprises), porteuses de développement du tissu productif. Le reste est composé de reprises ou de réactivations (1 400 entreprises), qui permettent le maintien des activités existantes. Ces créations représentent 18,1% du parc des entreprises actives au 1er janvier 2012, après 19,4% en 2011.

**Diminution des créations
d'entreprises dans le
secteur de la construction**

Évolution des créations d'entreprises

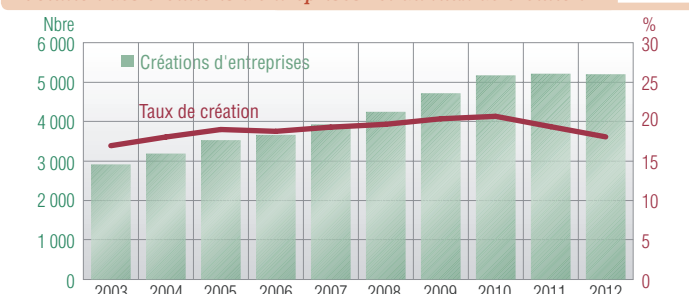
Secteur marchand non agricole	2011	2012	Variation
Industries hors nickel et IAA	302	325	7,6
Industrie du nickel	5	1	-80,0
IAA	37	37	0,0
Construction	1 411	1 284	-9,0
Commerce et réparation	565	541	-4,2
Transport et entreposage	217	211	-2,8
Hébergement et restauration	143	150	4,9
Information et communication	118	74	-37,3
Activités financières, d'assurance et immobilières	270	299	10,7
Activités spécialisées*	1 183	1 267	7,1
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	581	627	7,9
Autres	381	383	0,5
Total	5 213	5 199	-0,3

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

* activités spécialisées, scientifiques, techniques, de services administratifs et de soutien

Évolution des créations d'entreprises* et du taux de création



Source : ISEE/RIDET * secteur marchand non agricole

Créations d'entreprises en 2012, selon le type et le secteur d'activité

Secteur marchand non agricole	Stock	Créations			Total	Taux de création
		pure	reprise	réactivation		
Industries hors nickel et IAA	2 255	245	3	77	325	14,4
Industrie du nickel	44	1	0	0	1	2,3
IAA	362	25	0	12	37	10,2
Construction	7 669	840	14	430	1 284	16,7
Commerce et réparation	3 976	402	21	118	541	13,6
Transport et entreposage	1 761	150	4	57	211	12,0
Hébergement et restauration	1 054	93	15	42	150	14,2
Information et communication	502	53	1	20	74	14,7
Activités financières, d'assurance et immobilières	1 536	285	4	10	299	19,5
Activités spécialisées*	5 084	970	14	283	1 267	24,9
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	2 538	474	7	146	627	24,7
Autres	1 991	261	6	116	383	19,2
Total	28 772	3 799	89	1 311	5 199	18,1

Source : ISEE/RIDET

Unités : nbre, %

* activités spécialisées, scientifiques, techniques, de services administratifs et de soutien

Deux secteurs sont particulièrement dynamiques, avec des **taux de créations** qui atteignent 25% : « enseignement, santé et action sociale » et « activités spécialisées », notamment les activités administratives et de soutien aux entreprises. C'est dans ces secteurs que le taux de création est le plus élevé. Les activités spécialisées affichent un certain dynamisme depuis dix ans qui se poursuit en 2012 (+7%).

D'autres secteurs voient leur nombre de créations augmenter, c'est notamment le cas des « activités financières, d'assurance et immobilières » (+11%) et des « industries hors nickel et IAA » (+8%).

Près d'un quart des créations en 2012 concernent le secteur de la construction, plus particulièrement les travaux de construction spécialisés et les services relatifs aux bâtiments.

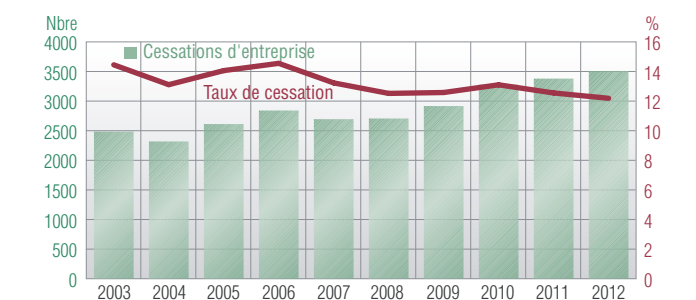
Toutefois, sur un an, les créations d'entreprises dans le secteur de la construction chutent fortement (-9%), après une période d'euphorie de 2006 à 2010. Les grands chantiers menés ces dernières années (agrandissement de l'aéroport de la Tontouta, développement de la zone VKP) avaient en effet stimulé les créations d'entreprises sur cette période.

Dans les secteurs « information et communication » et « commerce et réparation », les créations d'entreprises diminuent, de respectivement -37% et -4%.

Moins de cessations sur un an

En 2012, 3 500 entreprises ont cessé leur activité, dont 3 120 définitivement. Ces cessations représentent 12,2% du parc des entreprises actives en début d'année. Ce taux est relativement stable depuis cinq ans. Toutefois depuis 2009, le nombre annuel de cessations d'activité continue d'augmenter tandis que la création ralentit. Ainsi, le ratio création/cessation retombe à son niveau de 2007, encore nette-

Évolution des cessations d'entreprises* et du taux



Source : ISEE/RIDET * Secteur marchand non agricole

ment supérieur toutefois à celui du début de la décennie.

Cette année, les activités spécialisées et la construction concentrent la moitié des cessations d'activités (25% chacune). La forte diminution des créations d'entreprises et le nombre élevé des entreprises en cessation d'activité dans le secteur de la construction traduisent le ralentissement économique qui touche ce secteur. Le secteur tertiaire est également touché par un nombre important de cessations, notamment dans l'enseignement, la santé et l'action sociale et le «commerce et la réparation».

Le **taux de survie** des entreprises calédoniennes continue de se maintenir à un bon niveau. En effet, 66% des entreprises créées au cours de l'année 2007 restaient encore actives cinq ans plus tard. C'est dans les «activités financières, d'assurance et immobilières» que le taux est le plus élevé (93,2%) alors que le secteur «enseignement, santé et action sociale» enregistre le taux le plus faible (43,0%). Le secteur de la construction, est certes fragilisé, mais le taux de survie à 5 ans (63%) reste toutefois proche de la moyenne.

Cessations d'entreprises en 2012, selon le type et le secteur d'activité

	Définitive	Temporaire	Total	Taux de cessation
Industries hors nickel et IAA	207	19	226	5,3
Industrie du nickel	0	0	0	0,0
IAA	27	5	32	2,6
Construction	759	121	880	5,4
Commerce et réparation	372	26	398	4,1
Transport et entreposage	103	16	119	3,6
Hébergement et restauration	83	5	88	5,3
Information et communication	69	6	75	6,6
Activités financières, d'assurance et immobilières	57	2	59	1,0
Activités spécialisées*	790	90	880	5,3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	423	69	492	6,0
Autres	228	30	258	5,5
Total	3118	389	3507	4,2

Source : ISEE/RIDET

* Secteur marchand non agricole

Unités : nbre, %

Définitions

Le **taux de création** est le rapport entre le nombre de créations d'entreprises d'une année et le stock d'entreprises au 31 décembre de l'année précédente. C'est un indicateur de renouvellement du système productif.

Le **taux de survie des entreprises à n années** est la proportion d'entreprises créées (y compris reprises) une année donnée ayant survécu jusqu'à son *n*ème anniversaire.

La **cessation d'activité** est l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise. Les cessations d'activité sont comptabilisées, dès lors que les formalités de

radiation ont été effectuées par l'intéressé. Cette démarche n'étant pas obligatoire, le nombre de cessations est vraisemblablement sous-estimé.

NB : L'activité des entreprises est codifiée en fonction de la Nomenclature d'Activités Françaises révision 2 (NAF rev.2) depuis fin 2010. En lien avec ce changement de nomenclature, la démographie d'entreprises porte dorénavant sur l'ensemble des entreprises du secteur marchand non agricole. Aussi les données ne sont pas comparables à celles publiées les années précédentes, lesquelles couvraient le champ ICS.

AGRICULTURE

La production agricole reprend des couleurs

La production agricole locale progresse légèrement, malgré certaines hétérogénéités entre les filières. Le territoire reste dépendant de l'extérieur, mais la couverture des besoins s'améliore.

En 2012, la production agricole s'élève à 28 000 tonnes, toutes filières confondues ; c'est 12% de plus qu'en 2011. La production animale ne parvient toujours pas à satisfaire la demande et la filière végétale repart après une année de fortes intempéries, notamment suite au cyclone Vania. Même si le taux de couverture des besoins s'améliore globalement, le territoire dépend encore fortement de l'extérieur pour certains de ses approvisionnements. Les importations permettent tout à la fois de compenser une production locale généralement insuffisante, mais aussi de diversifier l'offre au-delà de ce qui peut être produit localement.

La consommation de viande augmente plus vite que la production locale

En 2012, 7 000 tonnes de viande ont été produites, soit 2% de plus qu'en 2011. L'essentiel de la production animale est composé de bovins et de porcins (85%).

En dix ans, la production totale de viande est quasiment stable alors que la population augmente et qu'elle mange plus de viande, toutes viandes confondues (de 68 kilogramme par an et par habitant en 2003 à 76 Kg en 2012). La production locale ne satisfait pas la demande locale. Ainsi, alors qu'il y a dix ans, les productions bovine et porcine répondaient presque intégralement aux besoins des Calédoniens, elles n'en couvrent désormais plus que les deux tiers.

La filière bovine est globalement stable autour des 3 400 tonnes depuis 2010 : la production a reculé de 16% sur dix ans, principalement en raison des conditions climati-

Principales productions agricoles

	2011 r	2012 p	Variation
Filière animale (hors œufs)	6 872	6 987	1,7
Viande bovine	3 414	3 408	-0,2
Viande porcine	2 425	2 550	5,1
Viande ovine et caprine	14	12	-16,7
Volaille*	824	848	3,0
Cerfs	195	169	-13,3
Œufs**	34	41	20,6
Filière végétale	18 252	21 021	15,2
Fruits et légumes	15 576	16 702	7,2
- légumes frais	6 326	6 292	-0,5
- squashes	2 491	2 855	14,6
- oignons	547	464	-15,1
- pomme de terre	1 695	1 669	-1,5
- tubercules tropicaux	503	307	-39,0
- fruits	4 014	5 115	27,4
Céréales	2 597	4 198	61,6
Café	19	nd	///
Coprah	57	117	103,8
Vanille	2	4	///
Total	25 124	28 004	11,5

Sources : DAVAR, OCEF

* poulets et animaux de basse-cour **millions d'œufs

Unités : tonne, %

ques. Ainsi, alors que la sécheresse de 2010 avait impacté négativement les naissances et le poids moyen des bêtes abattues, la pluviométrie élevée de 2012 a favorisé l'abondance des pâturages et ainsi permis d'engraisser les bêtes, mieux et plus longtemps.

Du fait de l'accroissement de la demande des consommateurs, le recours aux importations a été multiplié par 9 en dix ans (de 260 tonnes en 2003 à 2 070 en 2012). Pourtant, dans le même temps, des efforts sont faits pour soutenir la filière, sous forme d'aides ou d'améliorations génétiques. Ainsi, les aides sur le prix de vente des carcasses ont été revalorisées en 2012. En fin d'année, les professionnels du secteur bovin ont également signé une charte, dont un des objectifs est de passer le taux de couverture à 85% à l'horizon de 2017.

Contrairement à la filière bovine, la production de viande porcine est en hausse de 5,1% sur un an. Depuis dix ans, elle affiche une belle progres-

sion (+51%). Pour autant, les importations ont été multipliées par 4, avec un bond en avant entre 2011 et 2012 pour répondre notamment à une évolution du marché local (notamment le développement du marché des jarrets de porc destinés aux rôtisseries).

À la marge de ces deux productions principales, la filière cerf est en berne : les abattages contrôlés reculent pour la 2^e année consécutive (-13%), après avoir fortement augmenté en 2010.

Bien que déjà faible, la production de viande ovine et caprine recule sur un an. Les importations sont elles aussi en baisse (-11%). La demande locale en agneau baisse depuis la revalorisation des tarifs de vente de l'OCEF en juin 2011 (+26% entre juin 2011 et décembre 2012). Pourtant, le marché existe pour que l'élevage ovin se développe : la production locale ne couvre en effet que 2% de la demande.

La production locale de **volailles** (poulets de chair et de réforme, animaux de la basse-cour, y compris les lapins) augmente de 3%. Les importations baissent plus fortement (-6%), traduisant un recul de la consommation totale de 5% sur un an.

Après avoir été touchée par des maladies infectieuses, la production d'**œufs** de consommation remonte la pente et n'a jamais été aussi élevée (41 millions d'œufs, contre 34 en moyenne sur dix ans). Pourtant, elle ne suffit pas à couvrir la demande locale qui augmente elle aussi, d'où un recours aux importations. Le taux de couverture, 85% en 2012, pourrait s'améliorer dans les prochaines années si le projet d'un élevage avicole biologique voyait le jour.

La filière végétale est à l'origine d'une production de 21 000 tonnes en 2012, soit 15% de plus que l'an dernier. Les **fruits et légumes** en constituent l'essentiel. Alors que la production des premiers augmente (+27% sur un an), celle des seconds est relativement stable.

La production des **fruits** repart après avoir été touchée en 2011 par le cyclone Vania. Les oranges, bananes, ananas ou mandarines produits localement sont plus présents dans les étals calédoniens. 44 tonnes de limes ont même pu être exportées vers la Nouvelle-Zélande, soit 2,5 fois plus qu'en 2011.

La hausse de la production, cumulée à un recours plus restreint aux importations, permettent au taux de couverture de se rétablir : il passe de 44% en 2011 à 52% un an après. Par ailleurs les prix moyens des fruits frais sur l'année 2012 ont baissé de 2% par rapport à 2011.

Quant aux **légumes** (y compris tubercules, oignons, squashes et pommes de terre), leur production est stable sur un an à 11 600 tonnes. Le recul des oignons et des tubercules tropicaux est compensé par la bonne récolte des squashes. Principalement écoulées sur le marché japonais, les exportations de squashes ont été tirées à la hausse (+14%).

Grâce à une bonne saison 2011, la production locale de pommes de terre a approvisionné le marché local jusqu'en avril 2012, limitant ainsi le recours aux importations.

Bien que de faible ampleur, d'autres productions agricoles doublent en 2012 : celle de la vanille grâce à la belle florai-

gligeable. En effet, il permet aux populations, même éloignées des bassins d'emploi, d'avoir une activité génératrice de revenus, ou vivrière, limitant ainsi l'exode rural. Il permet aussi de limiter la dépendance alimentaire du territoire et de développer des exportations de niches (squashes, huiles essentielles) ou des productions locales (valorisation industrielle du coprah). Ainsi, dans les îles Loyauté, la culture de la vanille se développe et continuera sur cette voie avec la mise en place de nouvelles vanilleraies. Le coprah a lui aussi son importance, cette fois à Ouvéa ; la bonne récolte de 2012 a permis de maintenir l'activité de la savonnerie.

Le taux de couverture de la filière végétale s'améliore

L'agriculture : un secteur qui compte

Taux de couverture des principales productions agricoles

	2011 r	2012 p
Filière animale (hors œufs)	35	36
Viande bovine	63	62
Viande porcine	82	76
Viande ovine et caprine	3	2
Volaille*	8	9
Œufs	86	85
Filière végétale	21	25
Fruits et légumes	58	63
- légumes frais	71	70
- oignons	32	27
- pomme de terre	41	62
- tubercules tropicaux	100	100
- fruits	44	52
Céréales	5	9
Café	2	nd
Coprah	100	100
Vanille	91	nd
Total	26	29

Sources : DAVAR, OCEF
* poulets et animaux de basse-cour

Unité : %

son de 2011, celle du coprah grâce à une meilleure organisation de la récolte et celle de céréales, principalement de maïs, mais aussi de blé qui fait sa réapparition après six ans d'absence dans les champs.

Le secteur primaire (dont l'agriculture) ne représente que 1% du PIB estimé de 2011 et 3% des emplois du privé en 2012. Pourtant, son **rôle dans l'économie locale** n'est pas né-

L'apiculture tend à se développer, notamment à Maré, soutenue par des formations.

En 2012, la DAVAR, en collaboration avec l'ISEE, a relancé son opération de Recensement Général Agricole, dix ans après le précédent. Ce recensement permettra notamment d'obtenir des outils d'aide à la décision en matière de développement rural pour la Nouvelle-Calédonie et ses provinces.

PÊCHE AQUACULTURE

Une filière stable, mais davantage tournée vers le marché intérieur

Dans leur ensemble, les volumes pêchés se maintiennent sur un an, mais les produits de la mer se vendent mieux qu'en 2011. La filière se structure et s'oriente vers des développements endogènes prometteurs.

Les volumes pêchés sont globalement stables sur un an : les crevettes et les trocas augmentent légèrement et compensent la baisse des holothuries et des thons. Ces résultats masquent cependant des difficultés : les efforts de pêche des palangriers n'ont pas d'impact supplémentaire sur les captures de thons et la filière de la crevette perd en productivité.

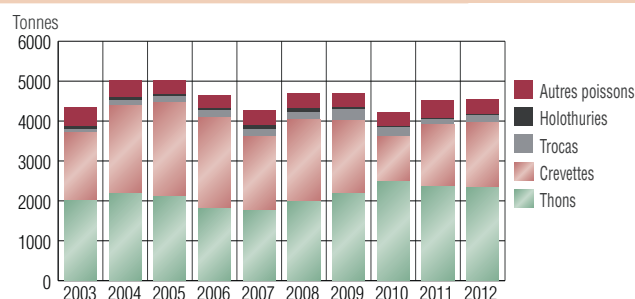
Les thons représentent la moitié des produits de la mer pêchés en 2012, les crevettes un tiers et le reste se répartit entre divers autres poissons de haute mer (8%), les trocas (4%) et les holothuries (1%).

Globalement, les produits de la mer se vendent mieux à l'extérieur du territoire que l'an dernier, en volume comme en valeur. Dans le détail, les crevettes et les trocas, plus vendus, compensent le recul des exportations de thons, de plus en plus écoulés sur le marché local, et des holothuries.

Globalement, les pêcheurs professionnels déclarent chaque année 5 000 tonnes pêchées, tous produits de la mer confondus. S'y ajoutent les captures réalisées par les pêcheurs non professionnels (de plaisance et de subsistance), non déclarées, qui sont estimées à 5 000 tonnes par an elles aussi.

Stable, la filière thon se tourne davantage vers le marché intérieur

Évolution des volumes pêchés de produits de la mer



Sources : Direction Régionale des Douanes, Service de la marine marchande et des pêches maritimes

En 2009, 17% des Calédoniens pêchaient pour leur consommation personnelle ; cette proportion atteignait 38% en province Nord et 24% en province des îles Loyauté, contre 11% en province Sud. En tribu, 8 foyers sur 10 pratiquent la pêche, d'après une récente étude conduite par l'IAC.

Malgré la hausse du nombre de jours de pêche en 2012, les palangriers ont capturé 90 tonnes de moins que l'an dernier (2 700 tonnes de poissons ont été pêchées en 2012).

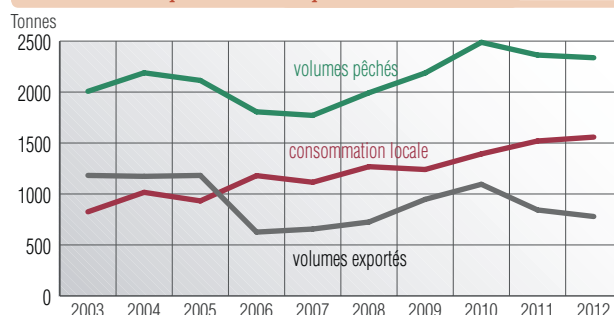
La pêche à la palangre cible principalement les thons. Ils composent les 9/10^e des tonnages pêchés avec 2 300 tonnes en 2012 (1% de moins que l'an dernier), dont 1 700 tonnes de thons blancs. D'autres espèces sont également capturées au cours des

opérations de pêche. Il s'agit des marlins, espadons, requins mako ou saumons des dieux, commercialisées sur le marché local essentiellement.

Depuis l'ouverture d'une unité de transformation locale (conditionnement de thon en conserves et surgelés) en 2010, les volumes exportés ont diminué et la consommation locale s'est développée. En effet, en dix ans, la consommation de thon a doublé, passant de 3,7 kilogrammes par habitant à 6,1 kilogrammes, tous modes de consommation confondus. Depuis l'ouverture de la conserverie locale, les importations ont baissé de 20% et la production locale couvre désormais 89% de la consommation totale, contre 79% il y a dix ans.

En 2012, un tiers des thons pêchés sont encore exportés, soit 780 tonnes contre 840 tonnes l'an dernier (-8%). Les trois quarts sont envoyés au Japon et aux Samoa Américaines, pays traditionnellement gros consommateurs de thon calédonien. Le reste se répartit entre des partenaires occasionnels (Samoa, Thaïlande ...) ou réguliers mais minoritaires (France, Arabie Saoudite ...). Sur un an, les exportations de thons vers le Japon baissent en

Évolution de la pêche et des exportations de thons



Source : Direction Régionale des Douanes, Service de la marine marchande et des pêches maritimes

volume mais se maintiennent en valeur grâce à la hausse des prix de vente des thons jaunes et obèses. Ces espèces, consommées crues, sont très cotées sur le marché japonais.

1 630 tonnes de crevettes sont sorties des bassins aquacoles en 2012, soit 6% de plus qu'en 2011. Cette hausse de la production est liée au bon rendement des écloseries (+18% de post-larves sur un an), qui a permis cette année de fournir en semences toutes les fermes aquacoles de Nouvelle-Calédonie. Toutefois, la mortalité continue d'affecter la production de crevettes et s'aggrave même par rapport à 2011. Le rendement atteint ainsi 10 tonnes de crevettes produites par million de post-larves contre 11 tonnes par million l'an dernier. À cela s'ajoute un problème de grossissement qui oblige les acteurs de la filière à orienter leurs efforts sur l'amélioration des qualités nutritives des aliments des crevettes. En 2012, la moitié de la production de crevettes est exportée (contre les trois quarts il y a dix ans). 70% sont destinées au marché japonais, 18% au marché métropolitain et le reste se répartit principalement entre l'Australie et les États-Unis.

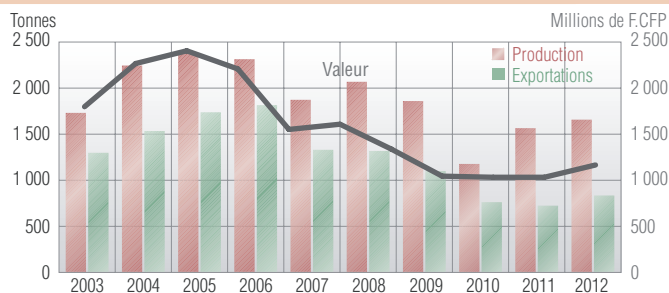
Après avoir atteint leur plus bas niveau en 2011, les exportations de crevettes repartent à la hausse en 2012 (+15% sur un an), tirées par la forte demande de la France, dont les achats doublent par rapport à 2011. Ceux du Japon et de l'Australie augmentent aussi, compensant ainsi la baisse des commandes des États-Unis. La hausse des volumes exportés n'est pas suivie dans les mêmes proportions en valeur. En effet, la crevette calédonienne pâtit d'une légère baisse de son prix de vente à l'international, principalement sur le marché métropolitain, dont

La filière crevette progresse mais reste fragile

Le trocas se vend plus et mieux, contrairement aux holothuries

Les produits de la mer participent au développement économique du pays

Évolution de la production et des exportations de crevettes



Sources : Direction Régionale des Douanes, ERPA

les commandes ont doublé avec une renégociation des prix (-11%). À l'inverse, les prix se maintiennent au Japon.

Contrairement aux filières pêche hauturière et crevettes, la pêche des coquilles de trocas et d'holothuries n'est pas professionnelle, mais artisanale, et est uniquement destinée à être exportée. Ainsi, 175 tonnes de coquilles de trocas ont été ramassées en 2012, soit 22% de plus qu'en 2011. Elles ont été vendues pour 86 millions de F.CFP, soit 26% de plus qu'en 2011, à quatre pays : l'Italie, le Vietnam, la Chine et la Nouvelle-Zélande. Les trocas se vendent globalement au même prix, quel que soit le client.

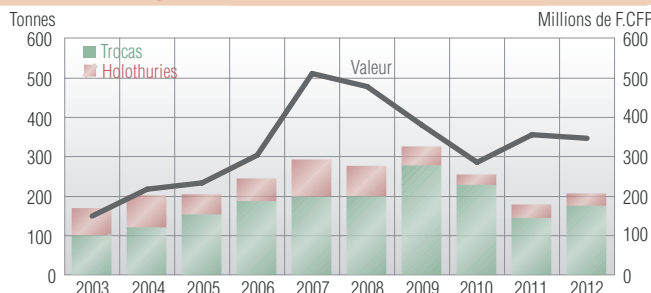
Contrairement aux trocas, les exportations d'holothuries reculent de 9% en volume comme en valeur. En 2012, 31 tonnes ont été vendues à 260 millions de F.CFP, contre 34 tonnes pour 287 millions de F.CFP un an avant. Hong-Kong reste le principal acheteur d'holothuries calédoniennes, mais ses achats baissent fortement. Cette baisse est atténuée par les nouvelles commandes de l'Australie et de la France.

Outre la Nouvelle-Calédonie, d'autres pays, comme le Vanuatu ou les îles Salomon, tirent de la pêche des holothuries des revenus substantiels, cet animal étant très

prisé sur les marchés asiatiques. Face à ces perspectives et dans une optique de développement durable, la Nouvelle-Calédonie se lance désormais dans l'élevage d'holothuries. Une société aquacole se consacre ainsi à la reproduction des holothuries, élève les juvéniles en écloserie, avant de les relâcher dans les zones à repeupler ou dans des bassins d'élevage à Poum. Cette société prévoit de produire entre 35 et 45 tonnes d'holothuries par an, qui, en plus de réensemencer le lagon, pourraient approvisionner les marchés asiatiques en profitant de la hausse des prix de vente, dans un contexte de raréfaction de la ressource.

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture représente 1 500 entreprises soit seulement 2,7% des entreprises existantes au 31 décembre 2012 et 0,5% des salariés déclarés à la Cafat. Il présente pourtant un enjeu pour le développement économique, l'aménagement du territoire et le maintien de l'emploi sur les lieux de vie des populations. Ainsi, le projet d'élevage des holothuries réunit les efforts des provinces Nord et Sud et ouvre des perspectives d'emploi pour les populations du Nord, qui pâtissent de la fermeture des Pêcheries du Nord. La filière crevette bénéficie d'aides des provinces ou de l'ERPA (aides à l'investissement, aide au transport, aides à l'exportation...). Deux projets de ferme piscicole sont actuellement à l'étude, l'un en province Nord, l'autre en province Sud pour l'exploitation de picots. En province des îles Loyauté, une unité de conditionnement du poisson a pu voir le jour à Ouvéa grâce au soutien financier de la province des îles.

Évolution des exportations de trocas et d'holothuries



Source : Direction régionale des douanes

MINES
MÉTALLURGIE

Les résultats du nickel freinés par les prix

Le secteur se maintient malgré la baisse des cours mondiaux du nickel et les déconvenues de Vale NC.

En 2012, l'activité du secteur est contrastée : l'extraction de minerai est en hausse, la production métallurgique de la SLN progresse, alors que celle de Vale NC est sévèrement freinée suite à des incidents techniques. Les volumes exportés, de minerai comme de produits métallurgiques, augmentent mais ils rapportent moins que l'an dernier. Malgré ces résultats mitigés, l'emploi se porte plutôt bien.

Le cours du nickel
se replie

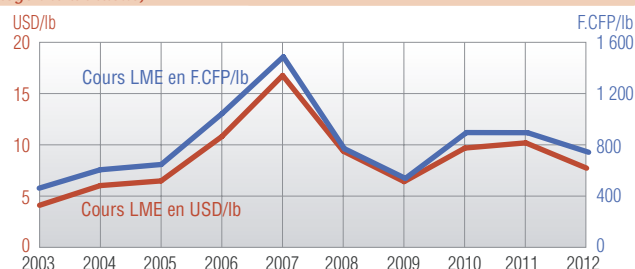
Reflet de l'excédent d'offre sur le marché mondial, le **cours moyen de la livre de nickel** au London Metal Exchange (LME) se replie sur un an : il s'établit à 7,95 USD/lb en 2012, contre 10,39 USD/lb l'an dernier (-23%). Il atteint un point bas au 3^e trimestre (7,41 USD/lb), avant de repartir légèrement en fin d'année.

Le cours du dollar s'affiche quant à lui à 92,89 F.CFP contre 85,78 F.CFP en 2011 (+8%). Cette hausse atténue le repli du cours mondial du nickel, mais ne le compense pas totalement. Ainsi, rapportée en monnaie locale, le nickel se vend à 738 F.CFP la livre contre 890 F.CFP il y a un an (-17%).

Le minerai supplémentaire
extraît gonfle
les volumes exportés

L'**extraction de minerai** de nickel augmente de 5% sur un an, atteignant ainsi son meilleur niveau de la décennie. 9,7 millions de tonnes de minerai sont sorties des

Évolution annuelle des cours du nickel au LME en dollar et en F.CFP (moyenne annuelle)



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

sous-sols calédoniens en 2012, soit 400 000 tonnes de plus qu'en 2011. Ces tonnages supplémentaires ne concernent que les saprolites, minerai à haute teneur destiné à la fusion qui produit les ferronickels et les mattes. Avec 3,2 millions de tonnes en 2012, l'extraction de latérites baisse de 130 000 tonnes sur un an (-4%). Elle reste toutefois très au-dessus des 2,0 millions de tonnes extraites jusqu'en 2009.

Corollaire de la hausse de l'extraction, les **volumes exportés** progressent : 4,6 millions de tonnes humides de minerai de nickel ont été exportées en 2012, soit 5% de plus qu'en 2011. Le bond en avant des ventes de saprolites (+26% sur un an) compense le recul des latérites (-17%). Pourtant, malgré la hausse des volumes, les exportations rapportent moins qu'il y a un an : 22,8 milliards de F.CFP en 2012, soit 2,0 milliards de moins qu'en 2011.

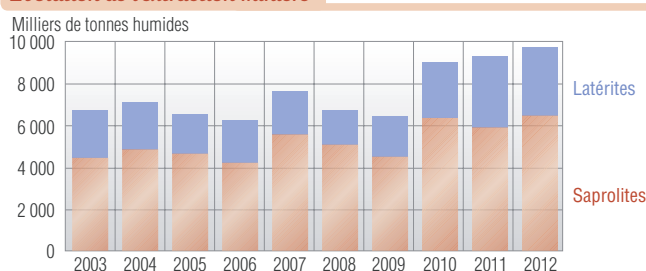
En 2012, 39% du minerai calédonien est exporté en Australie pour être transformé à l'usine de Yabulu. Bien que l'Australie continue d'être le principal acheteur, ses achats (uniquement des latérites) reculent pour la 2^e année consécutive (-17% entre 2011 et 2012). Depuis 2011, une part significative des latérites calédoniennes peuvent être valorisées localement par l'usine de

Vale NC. Ainsi, alors qu'il y a dix ans l'intégralité des latérites extraites étaient exportées, en 2012, les exportations ne couvrent plus que 55% des extractions.

La Corée du Sud arrive juste derrière l'Australie avec 1,6 million de tonnes de saprolites pour alimenter l'usine de Gwangyang, détenue à 51% par la SMSP. Ses achats augmentent de 45% sur un an. Elle est suivie de près par le Japon, dont les achats ne cessent de progresser après avoir été au plus bas en 2009. Ils atteignent 1,2 million de tonnes humides en 2012, soit 15% de plus qu'il y a un an. La Chine, partenaire minoritaire et occasionnel, se positionne comme 4^e client avec 69 000 tonnes achetées en 2012.

La **production métallurgique** est pratiquement stable sur un an (+0,4%) à 62 200 tonnes de nickel contenu, soit 250 tonnes de plus qu'en 2011. Derrière cette stabilité apparente se cachent des disparités entre les métallurgistes. Alors que la production de la **SLN** progresse de 4%, celle de Vale NC recule de 24%. En effet, après un début d'année prometteur avec la montée en puissance de la production de NHC (Nickel Hydroxide Cake) et le lancement du NiO (oxyde de nickel), la production de **Vale NC** s'arrête brutalement à partir du

Évolution de l'extraction minière



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

L'activité métallurgique se maintient malgré les difficultés de Vale NC

mois de mai suite à des incidents techniques survenus dans l'usine d'acide. Elle reprend progressivement à partir de novembre pour atteindre, en fin d'année, 3 380 tonnes de nickel contenu de NHC et 2 350 de NiO. Parallèlement, Vale NC produit également du carbonate de cobalt (CoCO₃), contenant 150 tonnes de cobalt. Avec 5 730 tonnes de nickel contenu, contre 7 600 tonnes de NHC l'an dernier, la production de l'usine du Sud représente 9% de la production métallurgique totale.

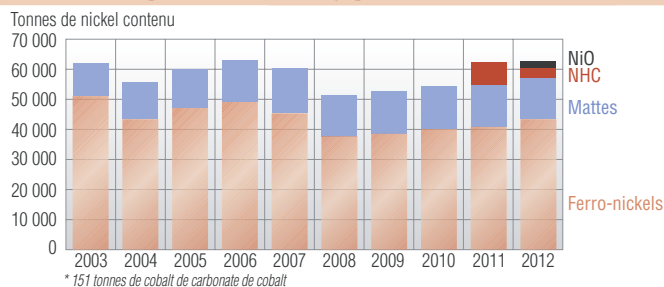
La dynamique de l'emploi ne ralentit pas

Comme pour le minerai, le repli des cours pénalise les **exportations de produits métallurgiques**. Ainsi, en 2012, 64 700 tonnes de nickel contenu ont été vendues pour 93 milliards de F.CFP, contre 61 200 tonnes à 108 milliards de F.CFP l'an dernier. Les ventes de produits métallurgiques rapportent moins qu'en 2011 bien que les volumes exportés soient à leur plus haut niveau de la décennie. Sans surprise, c'est la SLN qui soutient les exportations de nickel (+11% en volume mais -11% en valeur). Pourtant, les exportations de Vale NC étaient bien parties en début d'année. Au final, les trois quarts des exportations de Vale ont eu lieu entre janvier et avril.

Montée en puissance à partir de 2013

Même si la Nouvelle-Calédonie a de nombreux clients, quatre pays concentrent à eux seuls les deux tiers des achats en valeur : Taïwan, la Chine, le Japon et la France. Les achats de la Chine et de Taïwan augmentent sur un an

Évolution de la production métallurgique* (hors carbonate de cobalt)



Source : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie

tandis que ceux du Japon reculent, en lien avec leur demande intérieure.

Le secteur mine et métallurgie a recours à différents types de **salariés**.

La **mine et ses activités annexes** (rouleurs, contracteurs et intermittents) a employé en moyenne 3 380 personnes en 2012, soit 450 de plus qu'il y a un an (+15%). Depuis 2009, ce type d'emploi se développe en lien avec l'augmentation de l'extraction et des exportations de minerai. C'est dans les services annexes que l'emploi s'est le plus développé entre 2011 et 2012 (+47%). L'emploi sur mine, lui, enregistre une hausse de 5% sur un an, après de plus fortes hausses en 2010 et 2011 (respectivement +36% et +9%).

La **production métallurgique** et ses services supports emploient directement 2 200 personnes en 2012. Depuis son plan de gains de compétitivité, les emplois de la SLN reculent légèrement (-9%, soit 130 salariés de moins en trois ans). À l'usine du Sud, l'arrêt brutal de production à partir de mai n'a pas eu d'impact négatif sur l'emploi.

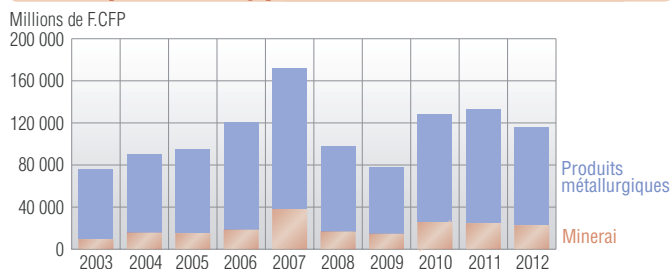
Toujours considérée en phase de construction, les 660 emplois de **KNS** ne sont pas encore comptabilisés au titre des emplois métallurgiques. Ils le seront à l'entrée en production de l'usine. Quasiment achevée, l'usine

connaît en 2012 plusieurs phases de démobilisation des travailleurs et des entreprises ayant participé aux différentes étapes de sa construction. Lancé en décembre 2011, le plan "Réaction" est destiné à aider les employés dans leur reconversion.

Enfin, les **travailleurs étrangers** auxquels il a été fait appel pour les phases de construction et de lancement des usines du Sud et du Nord, quittent progressivement les lieux. Ils sont encore 4 490 sur site fin 2012, dont 4 220 à Vavouto et 270 à Vale NC. Les effectifs étrangers pour Vale NC ont été divisés par six sur un an (-1 450 travailleurs), contrairement à ceux de KNS en progression jusqu'en septembre 2012.

La production de la SLN devrait augmenter progressivement pour atteindre 62 000 tonnes en 2015. La première coulée de l'usine du Nord a eu lieu en avril 2013 et l'usine devrait monter en puissance pour atteindre 17 000 tonnes fin 2013 et sa pleine capacité, soit 60 000 tonnes, en 2014. Enfin, Vale NC prévoit de reprendre une activité normale dans les mois à venir. Côté minerai, les achats de la Corée du Sud devraient progresser dès 2014 avec l'extension des capacités de production de l'usine de Gwangyang, décidée entre la SMSP et POSCO.

Évolution en valeur des exportations de nickel (minerai et produits métallurgiques)



Sources : Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Direction du Travail et de l'Emploi

Utilisation de l'unité "tonnes humides" ou "tonnes de nickel contenu"

Le minerai de nickel contient entre 20 et 40% d'eau. Le tonnage extrait indiqué tient compte de ce poids d'eau contenue : on parle donc de "tonnes humides". La teneur en nickel est calculée sur le minerai "sec", duquel l'eau a été enlevée.

La production de produits métallurgiques (ferro-nickels, mattes et NHC) est quantifiée en tonnes de nickel contenu, cette unité donnant une idée plus précise de la quantité de nickel qu'un tonnage brut.

ÉNERGIE

Stabilité

En 2012, la consommation et la production se stabilisent malgré les difficultés de Vale NC et de Prony Energies. Dans un contexte de développement et de volonté de maîtrise de la facture énergétique, la question énergétique est un enjeu majeur de politiques publiques.

En 2012, malgré l'amélioration du maillage électrique de la Nouvelle-Calédonie, la consommation en électricité se stabilise suite à l'arrêt de la production métallurgique de Vale NC pendant plusieurs mois. Dans le même temps, Prony Energies, confronté à des problèmes techniques, réduit sa production d'énergie électrique d'origine thermique. À l'inverse, les énergies propres se renforcent grâce à des conditions climatiques favorables. En 2013, la montée en puissance de la production métallurgique devrait relancer la production d'énergie thermique, conjointement au développement des énergies renouvelables. Plus que jamais, l'énergie est un enjeu majeur pour la Nouvelle-Calédonie, d'une part, pour assurer la montée en puissance de ses trois usines métallurgiques, et d'autre part, parce que le territoire a le souhait de maîtriser sa facture énergétique.

L'arrêt de l'usine de Vale NC freine la consommation d'électricité

La production thermique recule légèrement tandis que les énergies propres bénéficient de conditions climatiques favorables

En 2012, la **consommation** électrique locale s'élève à 2 192 GWh, comme l'an dernier. Cette stabilité masque deux mouvements contraires : d'un côté, la consommation de Vale NC et de sa centrale Prony Energies recule fortement ; de l'autre, la distribution publique et la consommation de la SLN augmentent.

La consommation de Vale NC et de Prony Energies, encore minoritaire en 2012 (6% de la consommation totale), baisse de 21% par rapport à 2011. Cette baisse est directement liée à l'arrêt de l'usine de Vale NC entre mai et novembre 2012, qui a entraîné une baisse proportionnelle de la production métallurgique (-24% sur un an).

À l'inverse, les besoins électriques de la SLN et de la distribution publique augmentent de 2% sur un an. La SLN reste la plus grande consommatrice d'électricité du territoire (59% de la consumma-

alimentées par des centrales thermiques diesel autonomes.

En 2012, la **production électrique** du territoire atteint 2 264 GWh, comme l'an dernier. Même si 80% de l'électricité produite est d'origine thermique, les énergies propres (hydraulique, éolien et solaire) progressent cette année grâce à un climat favorable.

Pour la 1^{ère} fois depuis 2008, l'énergie d'origine **thermique** est en recul sur un an (-1,6%). La hausse de l'activité de Népoui et la mise en service de la centrale de

Évolution de la consommation d'électricité

	2011	2012	Variation
Société Le Nickel (SLN)	1 282	1 291	0,7
Vale NC + Prony Energies	173	137	-20,8
Distribution publique	741	765	3,2
Total	2 196	2 192	-0,2

Sources : EEC, ENERCAL

Unités : GWh, %

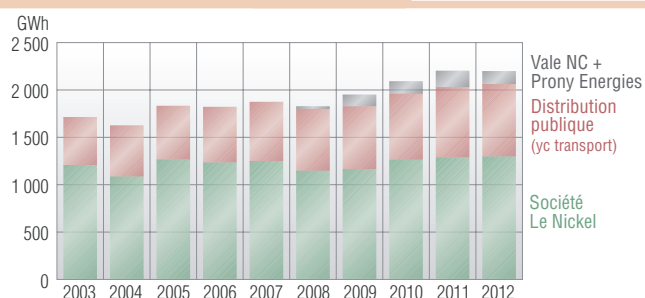
tion globale) et ses besoins augmentent avec sa production de nickel.

Sur le réseau public, c'est-à-dire tous consommateurs hors métallurgie (ménages, entreprises, commerces ...), la croissance des besoins concerne le Grand Nouméa, la zone VKP où le nombre d'abonnés a augmenté de 10% sur un an, et le Grand Nord. Elle est directement liée au développement économique, à la densification de l'habitat et à l'amélioration du maillage électrique du territoire. Ainsi, les réseaux entre Dumbéa et Païta ont été renforcés pour améliorer la qualité de service et faire face à la croissance rapide de cette zone en plein essor. Par ailleurs, Enercal a poursuivi le "bouclage électrique du Nord" destiné à raccorder les communes de Pouébo, Ouégoa, Poum et Arama au réseau interconnecté, alors qu'elles étaient jusqu'alors

KNS ne compensent pas le recul de production des autres centrales (-41 GWh, dont -25 GWh pour Prony Energies). Plus de la moitié de l'énergie thermique est produite par les centrales de Doniambo et de Ducos ; Prony Energies en fournit 31%, Népoui 13% et le reste se répartit entre les centrales diesel autonomes et la centrale de KNS, dont l'activité est encore peu significative.

Prony Energies a vocation à couvrir à la fois les besoins du réseau public et ceux de l'usine métallurgique de Vale NC. Des problèmes techniques ont perturbé son fonctionnement entre fin 2011 et mi-2012 et ont occasionné une réduction de sa production d'électricité. Enercal a compensé la sous-production de Prony par un surcroît d'activité à Népoui et par des achats supplémentaires auprès des centrales de Doniambo et Ducos. En effet, ces deux

Évolution de la consommation d'électricité



Sources : EEC, ENERCAL

centrales, principalement destinées à l'activité métallurgique de la SLN, peuvent, conformément à un accord conclu avec Enercal, alimenter le réseau de distribution publique avec leurs excédents de production.

Depuis octobre 2012, les installations de Vavouto sont raccordées au réseau électrique, ce qui permet de tester les équipements de production d'électricité. 1,6 GWh ont ainsi été injectées dans le réseau public, soit 0,1% de la production thermique totale. Cette production devrait augmenter en 2013 avec l'entrée en production de la centrale thermique de l'usine de KNS.

L'électricité : un enjeu de développement majeur

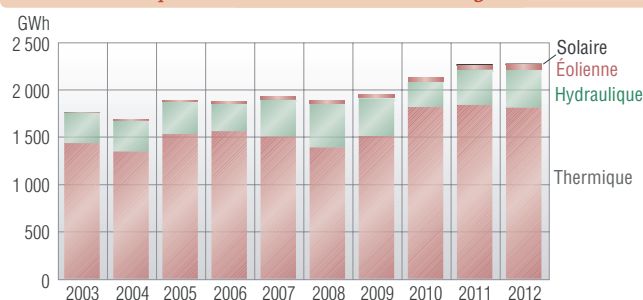
En 2012, la production hydroélectrique augmente de 7% sur un an, grâce à une pluviométrie plus importante. Deuxième source d'électricité après le thermique, l'électricité **hydraulique** couvre 18% de la production en Nouvelle-Calédonie.

L'essentiel de l'énergie ainsi produite provient du barrage de Yaté (+8% par rapport à 2011). Elle est principalement utilisée par la SLN ; seuls 10% de l'électricité fournie par ce barrage servent à la distribution publique. Le reste de l'électricité d'origine hydraulique est fournie par le barrage de Néaoua (+31% sur un an) et par des microcentrales. Celles-ci permettent de satisfaire la consommation de villages ou de tribus non raccordées au réseau de distribution publique.

En 2012, l'**éolien**, comme l'hydraulique, aura bénéficié de conditions climatiques favorables. Plus d'alizés ont permis une production éolienne record de 57 GWh, soit +26% sur un an. Pour autant, l'éolien ne fournit encore que 2,5% de l'électricité totale du territoire.

La production **solaire** atteint 4,2 GWh en 2012, soit 26% de plus qu'un an avant. Cette énergie, fournie principalement par la ferme photovoltaïque d'Hélios Bay, a ainsi permis d'alimenter 1 210 foyers domestiques en 2012 (l'équivalent de la commune de La Foa), soit 250 de plus qu'en 2011.

Évolution de la production d'électricité selon l'origine



Sources : EEC, ENERCAL

Évolution de la production d'électricité selon l'origine

	2011	2012	Variation
Thermique	1 833	1 804	-1,6
Hydraulique	375	399	6,6
Éolienne	46	57	25,5
Solaire	3	4	27,3
Total	2 256	2 264	0,4

Sources : EEC, ENERCAL

Unités : GWh, %

Si l'énergie photovoltaïque ne représente encore que 0,2% de la production électrique totale, elle joue toutefois un rôle important pour le développement du territoire, à l'instar de l'île de Tiga, entièrement électrifiée de cette façon. Encore marginale, la production éolienne et solaire représente moins de 3% de l'énergie totale produite en 2012. Toutefois, ces énergies propres ont fourni l'équivalent de la consommation annuelle de 17 700 foyers domestiques, (ce qui correspond à la moitié des ménages de Nouméa), soit 3 600 foyers de plus qu'en 2011.

L'électricité est plus que jamais un **enjeu majeur** pour le territoire.

D'une part, les besoins ne vont faire qu'augmenter dans les prochaines années avec le développement du territoire et surtout, avec la montée en puissance des usines de Vale Nouvelle-Calédonie et de KNS. La production devra donc s'adapter en conséquence.

Le gouvernement entreprend depuis mi-2012, un plan d'action en faveur du développement des énergies renouvelables. Il prévoit notamment le relèvement du prix de rachat du kilowatt produit par la filière des énergies renouvelables et l'aide au développement de nouvelles installations éoliennes ou photovoltaïques.

L'objectif affiché est de parvenir à produire 30% d'énergie propre à l'horizon 2015, mais également de promouvoir des modes de production électriques adaptés aux territoires isolés.

Malgré ces efforts, la production supplémentaire nécessaire ces prochaines années, viendra principalement du thermique : via les centrales de Prony Energie et de KNS dont la production doit monter en puissance, mais aussi via la nouvelle centrale de Doniambo prévue en remplacement de l'actuelle arrivée en fin de vie.

D'autre part, avec 80% de production d'électricité d'origine thermique, la Nouvelle-Calédonie est particulièrement dépendante de l'extérieur, pour la fourniture en hydrocarbures et en charbon nécessaires au fonctionnement de ces centrales. Les coûts de production sont ainsi soumis aux variations des cours mondiaux des matières premières, dont les prix augmentent très fortement depuis trois ans, avec des conséquences tant sur la compétitivité des produits métallurgiques calédoniens, que sur le prix de vente de l'électricité au public et donc de la cherté de vie. Dans ce contexte, alors que les prix de revient de l'électricité s'envolaient, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a gelé les prix de vente au public en 2012 (voir encadré) et il prévoit de relever le prix de vente de l'énergie à la SLN, qui bénéficiait jusqu'à lors d'une tarification déconnectée des coûts de revient. A compter de juillet 2013, Enercal devra facturer l'énergie délivrée à la SLN à 13,6 F.CFP le kilowatt-heure, contre 2,6 F.CFP auparavant.

L'indice des prix de l'électricité est stable alors que les coûts des matières premières flambent

En 2012, l'indice «électricité», qui mesure le coût de l'électricité pour un usager domestique moyen (consommation moyenne, taxe et location du compteur), est resté pratiquement stable sur un an (+0,3%). Les prix moyens du charbon et du fioul ont pourtant fortement augmenté (respectivement +39% et +16%).

CONSTRUCTION

Le secteur en plein trou d'air

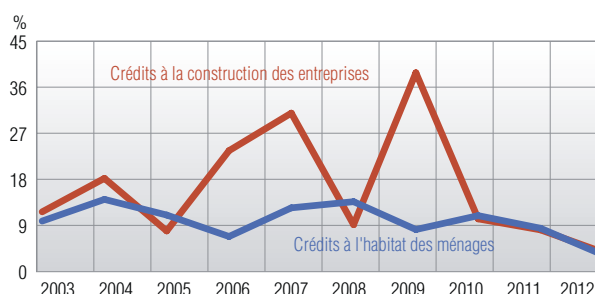
*Le secteur du BTP traverse une mauvaise passe après des années d'euphorie.
Les investissements ralentissent, l'emploi recule.*

En 2012, le secteur de la construction marque le pas après des années d'activité intense, stimulées par de grands chantiers privés et publics. Les investissements ralentissent nettement, même si les logements collectifs ont le vent en poupe. Les grands travaux qui dynamisaient l'économie jusqu'en 2011 sont terminés, impactant à la baisse l'emploi. Toutefois, le point bas d'activité et d'emploi pourrait avoir été atteint fin 2012.

Des investissements
en net ralentissement

En 2012, le montant total de l'encours des **crédits à l'habitat et à la construction** s'élève à 437 milliards de F.CFP, soit 3,4% de plus qu'en 2011. Cette progression est loin derrière les niveaux de croissance de ces dix dernières années, entre 8% et 16%. Les trois quarts de ces crédits concernent les ménages. Leur recours à l'endettement pour l'habitat ralentit depuis deux ans, passant de 11% en 2010 à 8% en 2011 puis 3% en 2012. Après des années d'intense croissance, les investissements des entreprises ralentissent aussi nettement.

Évolution des crédits* à l'habitat et à la construction



Source : IEUM * Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM

Ils passent de 8% en 2011 à 4% en 2012, touchés notamment par le coup de rabot porté aux dispositifs de défiscalisation et la fin des grands chantiers, dont l'aéroport de la Tontouta et le développement de la zone VKP en lien avec la construction de l'usine du Nord.

La construction de logements résiste néanmoins. Ainsi, 2 720 **attestations de conformité** relatives au logement ont été délivrées en 2012 par le Comité Territorial des Usagers de l'Électricité (COTSUEL), soit une hausse de 7% sur un an. Un logement sur cinq est contrôlé

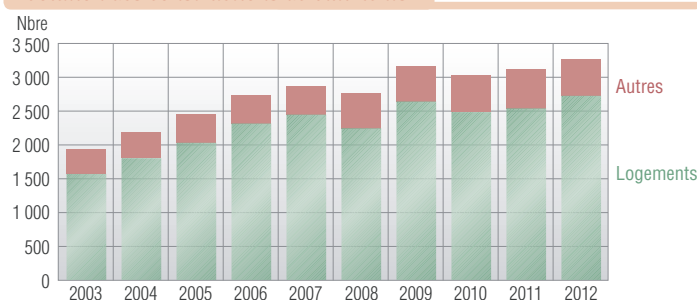
par le Cotsuel un an après le début des travaux.

Ce sont les appartements qui ont le vent en poupe : ils sont 44% de plus qu'il y a cinq ans, alors que les nouvelles maisons individuelles sont stables. Les logements supplémentaires construits sont essentiellement situés en province Nord, où les besoins se font pressants pour accompagner le développement de la zone VKP.

A l'inverse, les constructions à usage économique (locaux commerciaux, industries) reculent de 8% sur un an (-50 constructions), pour la 1^{ère} fois de la décennie.

Tous types de locaux confondus, à usage privé comme professionnel, la province Sud concentre les trois quarts des nouveaux locaux. C'est toutefois en province Nord que la construction est la plus dynamique. En effet, les attestations de conformité délivrées en province Nord en 2012 affichent +21% sur un an, après le pic de 2011 (+61%), contre +1% pour la province Sud.

Évolution des constructions de bâtiments*

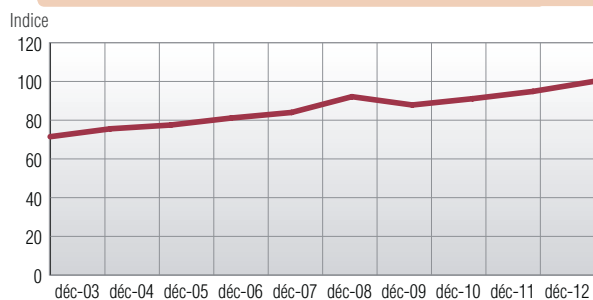


* Il s'agit du nombre d'attestations de conformité électrique visées par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Électricité. Le COTSUEL est missionné pour les provinces Nord et Sud, hors zones non soumises à permis de construire (réserves foncières).

Source : COTSUEL

Au ralentissement économique s'ajoute le renchérissement des coûts de la construction. En effet, l'index BT21 augmente de 14% depuis son point le plus bas en 2009, particulièrement pour les activités liées au terrassement, au gros œuvre et aux VRD. Il est tiré à la hausse par les matières premières (dont les carburants, le bois, les agrégats routiers et du bâtiment) ainsi que par les revalorisations des bas salaires dans le BTP.

Évolution de l'index BT21 (base 100 en décembre 2012)



Source : ISEE

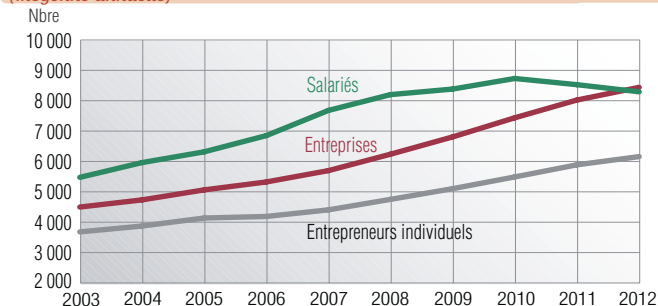
Après des années d'euphorie, l'emploi retombe

La fin des grands travaux impacte directement les ventes de **ciment**. Le recul, amorcé en 2011 (-8% sur un an), s'accélère en 2012 (-16% sur un an), pour retrouver le niveau de 2005, année de mise en route des travaux de construction de l'usine du Sud. La production locale de ciment couvre presque intégralement la consommation intérieure ; le recours aux importations est minime.

Des perspectives encourageantes

Le ralentissement d'activité dans la construction est visible au travers de l'emploi du secteur : le secteur perd des **salariés** pour la 1^{ère} fois depuis dix ans (-2,7% sur un an). La baisse touche la

Évolution de l'emploi dans le secteur de la construction (moyenne annuelle)



Sources : ISEE, CAFAT

construction de bâtiments et les travaux de construction spécialisés ; à l'inverse la construction d'ouvrages d'art (ponts routiers) fait un bond en avant. Le recours à l'**intérim** diminue : en équivalent temps plein, le nombre de salariés employés sous contrat d'intérim recule de 18% dans le secteur de la construction (+19% il y a un an), alors qu'il progresse encore dans les autres secteurs. Les **licenciements économiques** s'intensifient : deux entreprises sur cinq ayant eu recours à la procédure de licenciement économique en 2012 appartiennent au secteur de la construction ; ces entreprises participent en grande majorité à l'augmentation du nombre des salariés licenciés entre 2011 et 2012 (+59%).

Si l'emploi salarié de la construction se fragilise, le nombre d'**entreprises** continuent de croître (+5%). Les créations d'entreprises dans la construction sont principalement sous une forme individuelle. Les entrepreneurs individuels sont 5% de plus qu'en 2011. Les trois quarts des nouveaux entrepreneurs

opèrent dans la construction de bâtiments (immeubles ou bâtiments non résidentiels), le montage d'éléments métalliques, les travaux d'installation électrique et les travaux de peinture et de vitrerie. Les créations d'entreprises individuelles ralentissent fortement en province Nord (+4%, contre +6% en 2011 et +11% en 2010), et plus modérément en province Sud (+5%, contre +7% en 2011).

Conjugués à l'emploi salarié du secteur de la construction, ces « auto-emplois » portent l'emploi total de la construction à se stabiliser autour de 14 500 personnes en moyenne en 2012.

Le secteur de la construction marque le pas en 2012, mais certaines perspectives sont encourageantes : de nouveaux grands projets prennent le relais, tels que la construction du Médipôle, commencée début 2012, qui bat son plein. L'emploi salarié du secteur se redresse d'ailleurs au 1^{er} trimestre 2013 (+1%). A terme, d'autres projets verront le jour comme le Néobus, l'hôpital du Nord, etc.

TRANSPORT AÉRIEN

Reprise du trafic intérieur

Le transport aérien international recule légèrement en 2012, mais reste toutefois à un niveau élevé, avec près de 500 000 passagers. Le trafic aérien intérieur est dynamique, après une année 2011 marquée par les conflits qui ont frappé la compagnie locale Air Calédonie.

Sur l'année 2012, 487 000 passagers ont fréquenté l'aéroport international de Nouméa-La Tontouta contre 490 000 passagers un an plus tôt, soit 3 240 passagers en moins. Sur cette dernière décennie, c'est la première fois que le nombre de passagers recule (-0,7%). Toutefois, il est largement supérieur à la moyenne des dix dernières années (439 000 passagers). Cette diminution s'explique notamment par la baisse des voyages des Calédoniens (-2 500 sur un an). La compagnie locale Air Calédonie International continue d'être leader sur le marché : elle a transporté 75% des passagers fréquentant l'aéroport de Tontouta. Le transport aérien intérieur comptabilise, quant à lui, 41 000 personnes supplémentaires en 2012. Le trafic repart à la hausse après le ralentissement de 2011 lié à la grève, qui a touché principalement les aéroports de Magenta et des îles Loyauté.

Les liaisons aériennes avec Tokyo reprennent

Aircalin s'impose sur le marché international

Les liaisons aériennes internationales au départ et à l'arrivée de Tontouta, se font principalement avec Sydney (25% des flux) et Tokyo (16%). Sur un an, le trafic aérien vers Sydney diminue

Trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta par compagnie*

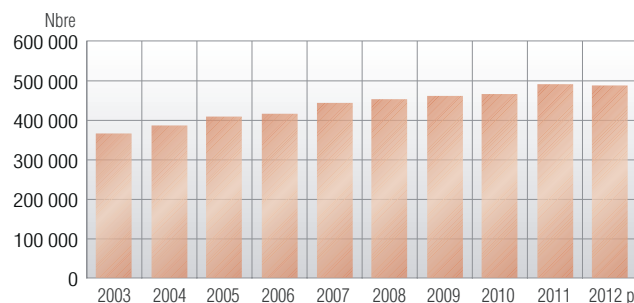
	2011	2012 p	Variation
Air Calédonie International	340 232	364 035	7,0
Qantas	57 815	60 315	4,3
Air New Zealand	25 746	25 758	0,0
Air Vanuatu	15 681	19 932	27,1
Air Austral	45 247	14 987	-66,9
Autres compagnies	5 073	1 532	-69,8
Total	489 794	486 559	-0,7

* Il s'agit de la compagnie qui opère le vol, la commercialisation des sièges étant elle, souvent faite par plusieurs compagnies (partage de code)

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

Évolution du trafic de passagers à l'aéroport de Tontouta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

fortement, en lien avec l'arrêt en cours d'année de la liaison Nouméa - Paris, via Sydney et Saint-Denis, assurée par Air Austral. Le flux s'est reporté sur les rotations via le Japon. Ainsi, les liaisons avec Tokyo repartent à la hausse (+16% sur un an) après quatre années consécutives de fort repli, et Osaka, avec 52 800 passagers, enregistre une hausse de +4,3%. Les liaisons avec Auckland, Séoul et Port Vila augmentent également, de respectivement +1,1%, +6,8% et +11,4%.

Après deux années de fortes baisses, les liaisons aériennes avec Brisbane continuent de reculer, mais plus faiblement. En ce qui concerne Wallis-Nandi et Papeete, le trafic diminue (respectivement -4% et -6,5%) après des hausses régulières sur les quatre dernières années.

Sur l'année 2012, trois quarts des passagers (soit 364 040 personnes) ont voyagé sur les lignes de la compagnie aérienne locale Air Calédonie International. Depuis trois ans, le nombre de passagers transportés par

cette compagnie progresse fortement (+28% en 2010, +7% en 2011 et +7% en 2012). En dix ans, la compagnie locale a ainsi considérablement augmenté ses parts de marché, puisqu'en 2002, elle transportait à peine la moitié des passagers. En 2012, Air Vanuatu et Qantas transportent respectivement 4 250 et 2 500 passagers supplémentaires par rapport à l'an dernier. Avec 25 760 passagers embarqués, Air New Zealand voit sa fréquentation se stabiliser après deux années de forte

Évolution du trafic international de passagers par principale destination (hors transit)

	2011	2012 p	Variation
Sydney	143 880	122 402	-14,9
Tokyo	65 821	76 100	15,6
Auckland	57 931	58 574	1,1
Osaka	50 678	52 832	4,3
Brisbane	43 745	42 899	-1,9
Séoul	39 108	41 775	6,8
Port-Vila	34 967	38 953	11,4
Wallis/Nandi	33 600	32 260	-4,0
Papeete	19 248	17 992	-6,5
Divers	816	2 772	//
Total	489 794	486 559	-0,7

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nombre, %

Reprise du trafic aérien intérieur

hausse. A l'inverse, le nombre de passagers d'Air Austral chute cette année (30 300 personnes en moins), suite à l'arrêt de cette compagnie au mois d'août.

Sur l'année 2012, 787 000 passagers ont transité dans les différents **aérodromes du territoire** contre 698 000 un an plus tôt. Le trafic aérien intérieur repart à la hausse (+12,8%) après avoir enregistré une forte baisse en 2011 (-5,6%). Cette augmentation, marque l'impact des tarifs préférentiels en faveur des résidents des îles et du Nord, applicables depuis le début de l'année. Ces mesures avaient été adoptées à la suite de la grève des usagers d'Air Calédonie menée en juillet et août 2011, perturbant ainsi fortement le trafic de la compagnie locale.

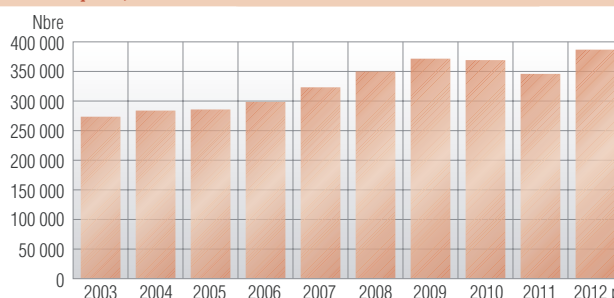
Magenta reste l'aérodrome le plus fréquenté et voit son nombre de passagers augmenter fortement : +41 660 passagers. Tous les aérodromes gagnent des passagers. C'est en particulier le cas de Lifou, avec 28 000 passagers supplémentaires. Maré progresse également mais, avec 7 060 passagers de plus, l'aérodrome ne retrouve pas son niveau de 2010.

La compagnie aérienne locale **Air Calédonie** couvre la quasi-totalité du trafic aérien intérieur. Ainsi en 2012, 384 870 passagers ont recours à ses services. Plus des trois quarts sont des passagers qui arrivent ou vont aux îles Loyauté et 22% concerne l'île des Pins. Les transferts qui ne sont pas assurés par Air Calédonie concernent essentiellement les évacuations sanitai-

res vers le Centre Hospitalier de Nouméa.

Une étude devant aboutir à un « schéma global des transports et de la mobilité » vient d'être lancée. Elle devra proposer plusieurs solutions d'ici la fin de l'année 2013, pour aider les politiques à se déterminer sur une meilleure cohérence des transports, notamment en faveur du désenclavement des îles.

Évolution du trafic de passagers à l'aérodrome de Magenta (arrivées + départs)



Source : Direction de l'Aviation Civile

Trafic de passagers par aérodrome

Arrivées + départs	2011	2012 p	Variation
Magenta	343 651	385 308	12,1
Lifou	134 017	162 001	20,9
Ile-des-Pins	80 469	84 778	5,4
Ouvéa	66 755	72 616	8,8
Maré	60 499	67 555	11,7
Koné	4 902	5 601	14,3
Koumac	2 738	3 262	19,1
Tiga	2 245	2 340	4,2
Ile Art	1 528	2 010	31,5
Touho	902	1 370	51,9

Source : Direction de l'Aviation Civile

Unités : nbre de passagers, %

Pour le fret, le transport maritime est largement dominant

En plus du transport de passagers, les compagnies aériennes enregistrent une activité d'acheminement de marchandises. Ainsi en 2012, 5 600 tonnes de marchandises sont arrivées ou parties de la Nouvelle-Calédonie contre 6 300 un an plus tôt. C'est au départ de l'aéroport international de Tontouta que le recul est le plus important (-21,7%). A l'arrivée, le fret diminue de 6% sur un an.

A l'inverse, sur le marché intérieur, le transport aérien de marchandises progresse sur un an (+9,9%). Depuis 2005, le fret aérien intérieur est en constante progression. Les marchandises acheminées par voie aérienne ne représentent toutefois qu'une infime partie du trafic. L'essentiel se fait par voie maritime, entre Nouméa et les îles ou avec l'extérieur.

TOURISME

Un bilan en demi-teinte

*L'activité touristique est stable. L'activité hôtelière est en repli.
Mais les croisiéristes n'ont jamais été aussi nombreux.*

Stabilité des arrivées
de touristes

En 2012, la Nouvelle-Calédonie a accueilli 390 000 visiteurs (touristes + croisiéristes), soit 42 600 de plus qu'il y a un an (+12,3%). Ce record s'explique par la nouvelle envolée des arrivées de croisiéristes (+42 300 personnes sur un an, soit +18%). Les arrivées de touristes, quant à elles, sont stables par rapport à 2011. Les métropolitains restent les plus nombreux à venir sur le territoire et leur nombre continue de progresser. À l'inverse, les arrivées de touristes en provenance des îles du Pacifique chutent fortement sur un an, après avoir connu une année 2011 exceptionnelle, en lien avec les Jeux du Pacifique qui se sont déroulés sur le territoire. Dans les hôtels, la fréquentation recule de 5%.

Les métropolitains
viennent de plus en
plus nombreux

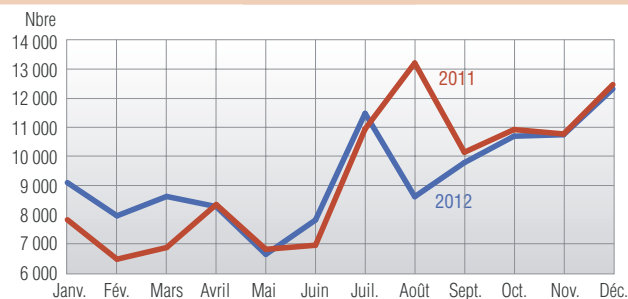
Après des débuts prometteurs, la **fréquentation touristique** chute au second semestre pour atteindre finalement un niveau stable sur toute l'année par rapport à l'année 2011. Ainsi, sur l'année 2012, 112 200 touristes sont venus sur le territoire, soit 330 personnes de plus qu'un an plus tôt (+0,3%). Le nombre de touristes accueillis en 2012 reste néanmoins largement supérieur à la moyenne des dix dernières

Évolution du nombre de touristes



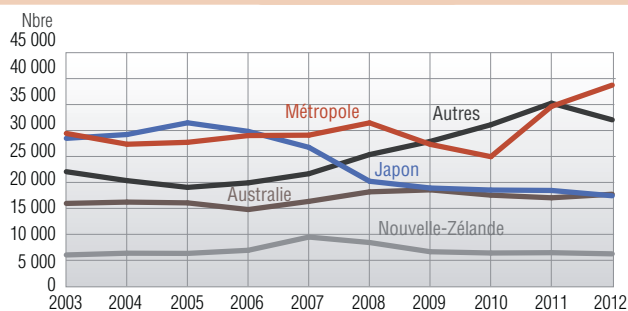
Source : ISEE «Enquête passagers»

Évolution mensuelle des arrivées de touristes



Source : ISEE «Enquête passagers»

Évolution des arrivées de touristes par origine



Source : ISEE «Enquête passagers»

années. En outre, le recul d'août 2012 s'explique par une fréquentation exceptionnelle en 2011, à l'occasion des Jeux du Pacifique et de la visite présidentielle.

La clientèle traditionnelle en provenance de métropole, du Japon, d'Australie ou de Nouvelle-Zélande reste très majoritaire sur l'ensemble des arrivées (71% des arrivées en 2012). Avec 38 750 touristes, les métropolitains sont toujours les plus nombreux à se rendre en Nouvelle-Calédonie. Avec un point culminant atteint en 2008 avec 30 000 touristes, le nombre de voyageurs métropolitains fléchit deux années de suite en raison de la crise économique qui frappe leur pays. Les années 2011

et 2012 sont marquées par un retour en force de la clientèle métropolitaine (respectivement +39% et +12%). Leurs arrivées sont empreintes d'une forte saisonnalité puisque près de la moitié sont arrivés au cours du mois de juillet, octobre, novembre et décembre. Loin derrière les métropolitains, les australiens arrivent au 2^e rang avec 17 730 arrivées en 2012. Le marché australien est de nouveau en hausse (+4%) alors qu'il enregistrait des baisses en 2010 et 2011, de respectivement -5% et -3%. Avec 17 430 touristes en 2012, la clientèle japonaise, pourtant au 3^e rang de la fréquentation du territoire, semble bouter le caillou.

En effet, elle se réduit de 1 030 personnes sur un an (-5,6%). Depuis le pic de 2005 (31 500 touristes), la fréquentation nipponne n'a fait que diminuer (-14 000 touristes en 7 ans). Si les nippons ont revu à la baisse leurs séjours en Nouvelle-Calédonie, le repli tend toutefois à se tasser, après l'effondrement en 2007 (-10%) et 2008 (-24%). Concernant la Nouvelle-Zélande, la fréquentation est globalement stable. Après un pic en 2007 avec un nombre de touristes voisin de 10 000 personnes, la fréquentation a retrouvé depuis 2010 un niveau semblable au début de la décennie.

Les arrivées du Pacifique chutent après une arrivée massive en 2011

En 2012, les arrivées de touristes en provenance d'Océanie (hors Australie et Nouvelle-Zélande) diminuent de 19%. Ce sont à nouveau les arrivées exceptionnelles d'août 2011, pour les Jeux du Pacifique, qui expliquent ce recul.

Dans le détail, 7 100 personnes arrivent de Wallis et Futuna ; 4 260 de Polynésie ; 3 890 de Vanuatu et 1 340 de pays voisins du Pacifique. C'est pour ces derniers, peu habitués à fréquenter le territoire (1% de la clientèle touristique), que le repli est le plus massif (-60%). Comme l'année précédente, les voyageurs de Wallis et Futuna restent plus nombreux que ceux de Nouvelle-Zélande.

Les touristes, comme les résidents, diminuent leur fréquentation hôtelière

Concernant les marchés secondaires, la clientèle des pays d'Asie hors Japon est en plein essor. Elle a été multipliée par 5 en 10 ans, pour atteindre 6 570 voyageurs en 2012. Ce développement concerne notamment la Corée, avec 2 660 arrivées cette année, soit le double d'il y a qua-

Évolution des arrivées de touristes par pays de résidence

	2011	2012	Variation	
			Nbre	%
Métropole	34 647	38 746	4 099	11,8
Japon	18 455	17 430	-1 025	-5,6
Australie	17 040	17 729	689	4,0
Nouvelle-Zélande	6 467	6 242	-225	-3,5
Autres Océanie	20 375	16 580	-3 795	-18,6
Autres	14 891	15 477	586	3,9
Total	111 875	112 204	329	0,3

Source : ISEE "Enquête passagers"

Unités : nbre, %

Évolution des nuitées par catégorie d'hôtel et par type de clientèle

	2011	2012	Variation
Type de clientèle			
Non résidents	316 228	288 021	-8,9
Résidents	347 656	343 748	-1,1
Catégorie d'hôtel			
Non classé	58 467	63 485	8,6
2 étoiles	151 774	116 449	-23,3
3 étoiles et +	453 643	451 835	-0,4
Total	663 884	631 769	-4,8

Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Unités : nbre, %

tre ans à l'ouverture de la liaison aérienne entre Nouméa et Paris via Séoul. Les relations industrielles qui se sont développées avec ce pays ces dernières années, se répercutent sur les arrivées en provenance de ce pays. De même, la Chine a vu sa fréquentation touristique à destination du territoire multipliée par 5 en 3 ans. Les arrivées d'autres pays d'Asie sont aussi en développement (+42% en 2 ans). À l'inverse, les arrivées de touristes en provenance de Mayotte et de la Réunion diminuent : -460 personnes. L'ouverture de la desserte aérienne "Nouméa-St Denis" en 2009 avec Air Austral avaient fortement boosté les départs depuis cette destination en 2009 et 2010, avant de ralentir ces deux dernières années, ce qui a entraîné la fermeture de cette liaison aérienne.

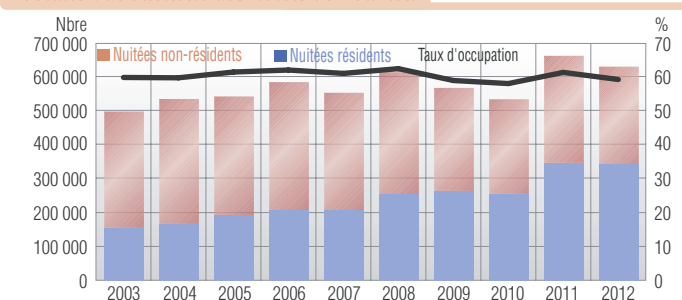
Comme l'année précédente, les vacances et la visite aux amis ou à la famille restent les principaux motifs de visite des touristes. Une arrivée sur six est toutefois motivée par des raisons professionnelles.

En 2012, la fréquentation hôtelière se caractérise par une baisse de 5% par rapport à 2011 : 632 000 nuitées contre 664 000 un an plus tôt. Conséquence de cette diminution, le taux d'occupation passe de 61% en 2011 à 59% en 2012. La clientèle internationale enregistre la plus forte diminution annuelle (-9% des nuitées) alors que la clientèle locale enregistre une diminution plus légère (-1%).

Les touristes ont consommé 288 000 nuitées, soit 28 210 nuitées de moins en un an.

La baisse concerne les touristes de toutes provenances, mais particulièrement les métropolitains (-11 500 nuitées, soit -10%), alors qu'ils sont 12% de plus que l'année dernière à être venus sur le territoire. La baisse des nuitées par rapport à 2011 s'explique notamment par une hausse exceptionnelle de la clientèle hôtelière l'an dernier en lien avec la visite présidentielle et les jeux du Pacifique.

Évolution de l'activité des hôtels de Nouméa



Source : ISEE "Enquête hôtelière"

Toujours plus
de croisiéristes

Les accompagnateurs de ces événements (délégation, équipes, médias) avaient sans doute consommé plus de nuitées dans les hôtels de Nouméa que les touristes habituels. Dans une moindre mesure, le recul touche la clientèle australienne (-5%) : bien que leurs arrivées aient été plus nombreuses en 2012 qu'en 2011, leur durée de séjour plus courte, impacte les nuitées à la baisse. Les nuitées reculent également pour la clientèle japonaise (-6%) et d'autres pays (-19%), en lien avec la baisse des arrivées.

Parallèlement, les résidents réduisent aussi leur fréquentation hôtelière : -3 910 nuitées par rapport à 2011. Toutefois, leur consommation hôtelière reste particulièrement élevée puisque plus de la moitié des nuitées, soit 344 000, est assurée par les résidents calédoniens. Il y a dix ans, les touristes remplissaient les hôtels aux trois quarts tandis qu'aujourd'hui ils en occupent moins de la moitié. L'hôtel reste le principal mode d'hébergement des touristes, mais ne concerne toutefois qu'un touriste sur deux. Vient ensuite, l'hébergement en famille ou chez des amis (un touriste sur trois). 14% des touristes préfèrent la location.

Le recul des nuitées touche essentiellement les hôtels deux étoiles. Ils subissent la désaffection de l'ensemble des principaux clients mais plus particulièrement de la clientèle locale (-21 900 nuitées, soit -22%) et des métropolitains (-6 790 nuitées, soit -32%).

Les hôtels trois étoiles et plus perdent 1 810 nuitées sur un an (-0,4%). L'augmentation importante des nuitées des résidents locaux et des néo-zélandais ne compense pas tout à fait le recul de la clientèle métropolitaine et des pays voisins dans ces hôtels. Les résidents concentrent à eux seuls près de la moitié des nuitées dans les trois étoiles et plus. L'hôtellerie de standing absorbe 72% des nuitées, un niveau jamais atteint auparavant, contre 68% en 2011 et 58% en 2010.

En 2012, la **recette touristique** est estimée à 14 milliards de F.CFP (hors transport aérien international), soit une croissance annuelle de 7%. En moyenne, la dépense s'élève à 125 400 F.CFP par touriste, soit près de 8 000 F.CFP de plus qu'un an plus tôt. Comme l'an dernier, la hausse profite d'abord aux activités d'hébergement et de restauration.

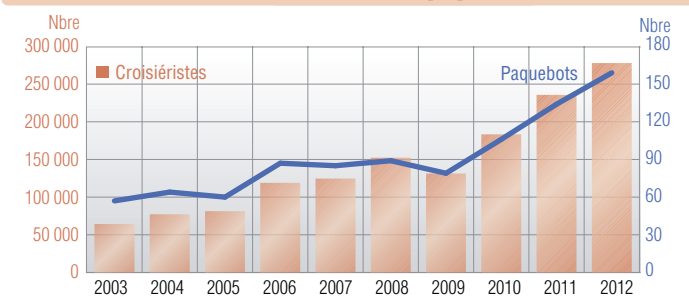
En 2012, près de 280 000 croisiéristes ont fait escale en Nouvelle-Calédonie, soit 42 260 de plus qu'un an plus tôt (+18%), sur 159 paquebots (18 de plus qu'en 2011). Depuis 2010, le **tourisme de croisière** est florissant avec des taux de croissance qui oscillent entre 18% et 40%. Les croisiéristes supplémentaires sont essentiellement arrivés en janvier (+8 480 croisiéristes sur un an), octobre (+19 460), novembre (+8 340) et décembre (+1 340).

L'activité de croisière dessert Nouméa (231 000 croisiéristes en 2012), Lifou (167 000), l'île des Pins (147 000) et depuis cette année, Maré (35 000).

En 2012, la **dépense des croisiéristes** auprès des entreprises calédoniennes (hors transport international) s'élève à 1,3 milliard de F.CFP contre 1,1 milliard de F.CFP un an plus tôt (+21%). Près des deux tiers de l'augmentation profite aux transports locaux (notamment les taxis) et aux excursions. Principale escale des paquebots, Nouméa concentre plus de 80% des dépenses des croisiéristes soit une recette en hausse de 17%.

Hors Nouméa, l'activité de croisière a permis d'injecter dans l'économie des îles 225 millions de F.CFP, soit respectivement +30% et +17% pour Lifou et l'île des Pins.

Évolution des arrivées de croisiéristes et de paquebots



Sources : ISEE/Direction de la Police Aux Frontières en Nouvelle-Calédonie, Port Autonome

Les TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE CALÉDONNIENNE

TEC

ouvrage de référence pour tous ceux qui veulent s'informer sur la Nouvelle-Calédonie. Édition abrégée.

*En attente de la prochaine édition,
retrouvez-le sur le site de l'ISEE : www.isee.nc*



CHIFFRES CLÉS

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 p
Démographie										
Taux de natalité (pour mille habitants)	18,2	nd	nd	nd	nd	nd	nd	16,7	nd	nd
Taux de mortalité (pour mille habitants)	5,0	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4,8	nd	nd
Taux d'accroissement naturel (pour mille habitants)	13,2	nd	nd	nd	nd	nd	nd	11,9	nd	nd
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances)	5,9	6,3	6,2	5,4	6,1	5,0	5,6	4,6	nd	nd
Population estimée au 1er janvier (nbre)	223 592	nd	nd	nd	nd	nd	nd	248 000	252 000	256 000
Voyages des Calédoniens (nbre)										
Calédoniens ayant voyagé hors du territoire	78 461	89 321	95 859	100 170	106 377	111 598	119 035	131 580	123 564	121 101
Marché de l'automobile (nbre)										
Immatriculations de véhicules neufs	10 284	10 586	11 489	12 215	13 439	13 639	13 246	13 684	13 580	12 784
dont voitures particulières	7 179	6 950	7 397	7 251	7 717	7 853	7 246	7 354	7 525	7 250
Emploi salarié (nbre, F.CFP)										
Salariés du secteur privé (moyenne annuelle)	44 498	46 524	48 598	51 255	53 739	56 957	58 598	60 734	63 582	64 438
Salariés du secteur public (moyenne annuelle)	19 973	20 583	20 958	21 357	22 214	22 967	23 409	23 907	24 239	24 764
Salaire Minimum Garanti mensuel (SMG, au 1er janv.)	100 000	103 411	110 000	115 000	120 000	120 000	124 406	125 464	140 000	150 000
Salaire Minimum Agricole Garanti mensuel (SMAG, au 1er janv.)	85 000	86 109	93 500	97 750	102 000	102 733	105 745	106 644	119 000	127 500
Marché du travail (nbre)										
Demandeurs en fin de mois (moyenne annuelle)	10 187	9 632	8 725	7 049	6 572	6 601	6 982	7 327	6 873	6 229
Nouvelles offres d'emploi déposées (en cumul)	5 827	5 169	5 519	9 226	9 415	11 292	11 689	10 988	12 244	11 285
Conflits sociaux (jours de travail perdus)										
Secteur privé "hors mines"	8 258	22 301	33 466	34 360	21 529	7 913	23 486	13 763	19 238	13 123
Prix à la consommation (%)										
Indice des prix (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2010)	87,7	88,5	90,8	92,1	93,8	97,3	97,4	100,0	102,6	104,3
Inflation (glissement sur les douze derniers mois)	0,9	0,9	2,6	1,4	1,8	3,7	0,2	2,7	2,6	1,6
dont Alimentation	1,7	1,4	2,4	0,7	4,5	4,6	1,0	2,8	4,0	1,5
Tabac	0,0	0,0	7,0	7,2	0,0	7,2	2,9	13,1	12,1	0,0
Produits manufacturés	-0,1	-0,1	-0,2	-0,5	-0,1	-0,4	0,4	0,2	0,8	0,3
Energie	0,8	0,2	6,5	4,7	1,4	10,1	-10,0	5,2	7,7	3,4
Services	1,1	1,3	3,1	1,7	1,2	3,1	2,0	2,2	1,4	2,4
Echanges extérieurs										
Importations (million de F.CFP)	163 869	156 767	170 692	200 841	244 096	262 188	220 223	298 500	316 708	301 352
Exportations (million de F.CFP)	82 865	98 859	104 774	128 168	177 868	104 853	85 162	134 456	142 246	122 557
dont produits miniers et métallurgiques	75 545	89 949	94 859	120 464	171 286	98 218	77 541	128 042	132 534	113 885
Taux de couverture (%)	50,6	63,1	61,4	63,8	72,9	40,0	38,7	45,0	44,9	40,7
Monnaie (million de F.CFP)										
Masse monétaire	237 364	274 318	297 389	344 036	385 032	422 744	463 076	516 981	533 435	603 806
Circulation fiduciaire	10 748	11 499	11 504	12 517	12 846	13 626	14 106	14 666	15 931	17 351
Dépôts à vue	104 416	133 907	146 026	177 762	188 185	196 491	214 179	245 223	246 501	255 688
Comptes sur livret	53 136	57 419	62 560	64 895	67 636	75 157	89 203	92 529	98 942	105 583
Comptes Epargne-Logement	546	715	776	831	750	693	699	676	617	619
Dépôts à terme et bons	68 518	70 778	76 523	88 031	115 615	136 777	144 889	163 887	171 444	216 275
Concours de caractère bancaire	400 812	437 416	475 410	526 430	618 957	715 784	771 025	845 107	907 588	955 837
Finances publiques (million de F.CFP)										
Recettes										
Nouvelle-Calédonie	88 763	96 484	107 665	127 420	136 241	180 056	166 340	173 975	183 921	nd
Province des îles Loyauté	10 031	12 789	11 882	15 016	16 407	21 395	20 893	20 120	nd	nd
Province Nord	18 894	24 267	27 581	31 812	34 883	32 651	48 253	50 169	nd	nd
Province Sud	32 194	32 698	36 895	38 780	43 484	57 222	44 777	49 616	54 382	nd
Dépenses										
Nouvelle-Calédonie	90 242	103 333	117 765	127 852	151 807	163 910	168 956	167 717	178 400	nd
Province des îles Loyauté	10 511	12 503	10 766	11 291	13 217	15 006	15 673	16 240	nd	nd
Province Nord	18 981	19 453	19 209	20 596	21 729	23 337	36 786	39 262	nd	nd
Province Sud	31 513	31 938	37 507	41 820	43 893	47 442	50 920	52 325	51 666	nd
Dépenses de l'Etat en Nouvelle-Calédonie	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	147 422	148 911	nd
Comptes économiques										
Produit intérieur brut (milliard de F.CFP)	518,5	565,5	598,4	663,3	768,0	735,7	748,2	823,4	847,8	nd
Taux de croissance réel (%)	4,8	3,9	3,6	5,7	4,2	0,6	2,6	3,8	3,2	nd
Produit intérieur brut/Habitant (millier de F.CFP)	2 339	2 507	2 608	2 842	3 168	2 982	3 047	3 294	3 338	nd
Entreprises (nbre)										
Créations d'entreprises (secteur marchand)	3 158	3 360	3 723	3 881	4 197	4 540	5 092	5 516	5 482	5 440
Taux de création (%)	14,4	15,0	16,0	16,0	16,7	17,1	18,0	18,2	16,9	15,8

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 p
Agriculture (tonne)										
Production de viande (abattages contrôlés)	5 734	5 808	5 346	4 957	5 223	5 520	5 454	5 680	5 839	5 958
Bovine	4 049	4 042	3 524	2 992	3 131	3 147	3 192	3 425	3 414	3 408
Porcine	1 685	1 766	1 822	1 965	2 093	2 373	2 262	2 255	2 425	2 550
Production marchande de légumes	11 627	11 973	10 869	12 141	9 844	11 616	10 046	10 120	11 562	11 587
Légumes (yc squashes, oignons et tubercules)	10 565	10 593	9 205	9 875	9 129	9 843	8 558	9 252	9 867	9 918
Pommes de terre (achats OCEF + nouvelles)	1 062	1 380	1 664	2 266	715	1 773	1 488	868	1 695	1 669
Production marchande de fruits	2 876	4 258	4 248	5 560	5 558	5 252	4 407	4 787	4 014	5 115
Production de céréales	6 084	5 312	6 290	3 956	5 781	4 203	2 587	3 335	2 597	4 198
Pêche-Aquaculture (tonne)										
Exportations de produits de la mer	2 695	2 942	3 112	2 663	2 267	2 326	2 368	2 131	1 749	1 834
dont Crevettes	1 275	1 509	1 709	1 786	1 307	1 295	1 079	746	708	817
Thons	1 182	1 173	1 182	626	656	725	947	1 095	843	779
Holothuries	69	82	51	57	94	77	48	26	34	31
Coquilles de trocas	100	120	153	187	198	199	277	228	144	175
Production de crevettes (des fermes membres du GFA)	1 703	2 210	2 339	2 278	1 843	2 036	1 830	1 124	1 539	1 630
Mines-Métallurgie										
Extraction minière (millier de tonnes humides)	6 625	7 033	6 445	6 179	7 575	6 172	5 689	8 922	9 232	9 659
Latérites	2 230	2 234	1 850	2 015	2 067	1 483	1 392	2 637	3 394	3 264
Saprolites	4 396	4 799	4 595	4 164	5 508	4 689	4 296	6 285	5 838	6 395
Production métallurgique (tonne de nickel contenu)	61 523	55 180	59 576	62 378	59 796	51 031	52 132	53 940	61 927	62 178
Ferro-nickels	50 666	43 016	46 738	48 723	44 954	37 467	38 230	39 802	40 513	43 030
Mattes	10 857	12 164	12 838	13 655	14 842	13 564	13 902	13 917	13 847	13 417
NHC	61 523	55 180	59 576	62 378	59 796	51 031	52 132	222	7 568	3 378
NiO	///	///	///	///	///	///	///	///	///	2 353
Cours du nickel au LME (USD/Lb)	4,37	6,27	6,72	11,00	16,89	9,58	6,65	9,89	10,39	7,95
Cours du dollar (en F.CFP)	105,73	96,11	96,03	95,23	87,19	81,59	85,90	90,14	85,78	92,89
Energie										
Production d'électricité (Gwh)	1 758	1 678	1 883	1 873	1 926	1 880	1 944	2 131	2 256	2 264
dont Thermique	1 430	1 341	1 526	1 556	1 499	1 384	1 505	1 811	1 833	1 804
Hydraulique	323	326	339	288	390	460	397	265	375	399
Eolienne	5	11	18	28	37	36	42	52	46	57
Solaire	///	///	///	///	///	///	///	3	3	4
Construction										
Logements achevés* (nbre)	1 566	1 798	2 027	2 312	2 443	2 243	2 637	2 480	2 536	2 721
Autres constructions achevées* (nbre)	359	383	422	422	424	520	526	537	585	539
Consommation de ciment (tonne)	102 996	115 288	123 117	133 455	136 930	139 498	139 858	161 236	147 761	123 668
Index BT21 (déc. de chaque année, base 100 en déc. 2012)	71,48	75,56	77,51	81,11	83,99	92,14	87,85	91,10	94,86	100,00
Effectifs salariés (moyenne annuelle)	5 477	5 963	6 317	6 851	7 680	8 201	8 384	8 732	9 071	8 655
Transport aérien										
Trafic international (aéroport de Tontouta) :										
Passagers (nbre)	364 990	385 242	407 746	414 990	440 351	449 326	319 939	464 943	489 792	486 559
Marchandises (tonne)	5 199	5 192	5 566	5 440	5 597	6 496	3 577	5 725	6 258	5 598
Trafic intérieur (tous les aérodromes) :										
Passagers (nbre)	249 081	274 844	274 287	287 682	313 309	342 726	365 063	364 425	348 337	392 491
Marchandises (tonne)	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 428	1 579
Transport maritime (millier de tonnes)										
Trafic international	5 114	5 584	5 210	5 260	6 027	5 173	5 473	7 255	7 273	nd
Trafic intérieur	3 262	3 001	3 038	3 436	3 503	3 100	2 996	3 335	3 329	nd
Tourisme										
Touristes (nbre)	101 983	99 515	100 651	100 491	103 363	103 672	99 379	98 562	111 875	112 204
Durée moyenne de séjour sur le territoire (jour)	15,6	16,2	16,8	19,1	19,6	19,7	21,1	20,0	20,1	21,0
Croisiéristes (nbre)	64 273	77 115	81 215	118 898	124 467	152 250	131 231	183 245	235 684	277 941
Nuitées dans hôtels de Nouméa (nbre)	499 102	536 363	543 614	586 082	554 571	615 408	569 041	535 425	663 884	631 769
dont nuitées des non résidents	343 490	369 085	350 379	379 146	347 317	360 233	304 274	279 406	316 228	288 021
Durée moyenne de séjour à l'hôtel (jour)	4,4	4,5	4,4	3,7	2,4	2,9	2,5	2,0	2,1	2,2
Taux d'occupation des chambres (%)	59,7	59,6	61,3	61,9	60,9	62,3	58,8	57,9	61,2	59,1

* ayant reçu l'attestation COTSUEL